Ville de FORCALQUIER

# Ordre du jour du conseil municipal du Mardi 21 juin 2022 à 15h30

## 1. Budget et finances

1.1 Compte de gestion 2021 : Budget principal et budgets annexes
1.2 Compte administratif 2021 : Budget principal et budgets annexes
1.3 Affectation des résultats 2021
1.4 Subvention de fonctionnement aux associations
1.5 Subvention commerçants pour l'organisation de la fête de la musique

## 2. Affaires scolaires

2.1 Inscription et participation aux frais de fonctionnement des écoles d'enseignement public du 1er degré et adoption de la convention
2.2 Restauration scolaire « demi-pension » : mise à jour des tarifs et aide financière

## 3. Environnement

3.1 Création d'une voie verte entre Mane et Forcalquier : convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le département des Alpes de Haute Provence

## 4. Urbanisme

4.1 Cession à Monsieur Christophe CHARBONNEL d'une remise située sous le domaine public communal d'une superficie d'environ 32 m² et 25m² de surface utile
4.2 Cession à Madame MEYNARD d'un délaissé de voirie d'une superficie d'environ 160m², situé au hameau des Tourettes
4.3 Cession à Monsieur et Madame BALDACCINI d'un terrain privé communal cadastré ZE48 en partie, pour environ 5000m², situé chemin de la Billebaude

## 5. Ressources Humaines

5.1 Création des deux emplois d'auxiliaires de puériculture
5.2 Règlement intérieur de la crèche municipale
5.3 Création de deux contrats d'apprentissages

# TABLE DES MATIERES

## PARTIE 1 : Note de synthèse


**1. Budget et finances ..... 7**

1.1 Compte de gestion 2021 : Budget principal et budgets annexes ..... 7
1.2 Compte administratif 2021 : Budget principal et budgets annexes ..... 7
1.3 Affectation des résultats 2021 ..... 7
1.4 Subvention de fonctionnement aux associations ..... 8
1.5 Subvention commerçants pour l'organisation de la fête de la musique ..... 9

**2. Affaires scolaires ..... 9**

2.1 Inscription et participation aux frais de fonctionnement des écoles d'enseignement public du 1er degré et adoption de la convention ..... 9
2.2 Restauration scolaire « demi-pension » : mise à jour des tarifs et aide financière ..... 10

**3. Environnement ..... 11**

3.1 Création d'une voie verte entre Mane et Forcalquier : convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le département des Alpes de Haute Provence ..... 11

**4. Urbanisme ..... 11**

4.1 Cession à Monsieur Christophe CHARBONNEL d'une remise située sous le domaine public communal d'une superficie d'environ 32 m² et 25m² de surface utile ..... 11
4.2 Cession à Madame MEYNARD d'un délaissé de voirie d'une superficie d'environ 160m², situé au hameau des Tourettes ..... 12
4.3 Cession à Monsieur et Madame BALDACCINI d'un terrain privé communal cadastré ZE48 en partie, pour environ 5000m², situé chemin de la Billebaude ..... 14

**5. Ressources Humaines ..... 14**

5.1 Création des deux emplois d'auxiliaires de puériculture ..... 14
5.2 Règlement intérieur de la crèche municipale ..... 15
5.3 Création de deux contrats d'apprentissages ..... 15


## PARTIE 2 : Projets de délibérations

# NOTE DE SYNTHESE

# 1. Budget et finances

## 1.1 Compte de gestion 2021 : Budget principal et budgets annexes

Avant le 1er juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le trésorier établit un compte de gestion par budget voté (budget principal et budgets annexes).
Il retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes selon une présentation analogue à celle du compte administratif.

Le compte de gestion comporte :

- Une balance générale de tous les comptes tenus par le trésorier,
- Le bilan comptable de la collectivité qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la collectivité.

Le compte de gestion est soumis au vote de l'assemblée délibérante qui doit constater la stricte concordance avec le compte administratif.

Le conseil municipal est appelé à approuver le compte de gestion pour l'exercice 2021 du budget principal et des budgets annexes eau et assainissement.

## 1.2 Compte administratif 2021 : Budget principal et budgets annexes

Le compte administratif est un document comptable établi par l'ordonnateur qui retrace l'ensemble des mandats de dépenses et des titres de recettes émis par la commune pendant la durée de l'exercice.

Ce document présentant les résultats comptables de l'exercice est soumis par l'ordonnateur pour approbation à l'assemblée délibérante qui l'arrête par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le compte administratif fait l'objet d'un vote qui suit celui du compte de gestion : considérant que les comptes administratifs 2021 du budget principal et des budgets annexes eau et assainissement sont conformes dans leurs écritures au compte de gestion 2021 du Trésorier

Le conseil municipal est appelé à approuver le compte administratif pour l'exercice 2021 du budget principal et des budgets annexes eau et assainissement.

## 1.3 Affectation des résultats 2021

Les règles de l'affectation des résultats sont énoncées dans les articles L2311-5 et L2311-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Elle intervient après constatation des résultats, c'est-à-dire après le vote du compte administratif.

Il faut prendre en compte les éléments suivants :

- Le résultat de la section de fonctionnement : on ajoute le solde entre les recettes et les dépenses de fonctionnement de l'année N à celui de l'année précédente (déficit ou excédent reporté),

- Le résultat d'exécution de la section d'investissement : comme ci-dessus, c'est le solde entre les recettes et les dépenses d'investissement de l'exercice auquel on ajoute l'excédent ou le déficit de l'année précédente,

- Les restes à réaliser (RAR) : ce sont des dépenses non mandatées au 31 décembre mais qui ont été engagées ou des recettes certaines qui n'ont pas donné lieu à une émission de titres de recettes. Ces RAR doivent être pris en compte pour déterminer le besoin de financement.

Ce besoin de financement est donc égal au solde de la section d'investissement auquel on ajoute celui des RAR.

Concernant les règles d'affectation :

- Si la section de fonctionnement est positive, le résultat de celle-ci devra couvrir en priorité un éventuel déficit de fonctionnement antérieur puis le besoin de financement de la section d'investissement par une affectation au compte 1068. Le reliquat peut être affecté de manière libre (report en section de fonctionnement et/ou affectation en investissement),

- Si la section de fonctionnement est négative, le résultat sera affecté au compte 002 en dépenses du budget N+1.

Le conseil municipal est appelé à approuver l'affectation des résultats suivants :

**BUDGET PRINCIPAL**

| Affectation du résultat de fonctionnement | |
|---|---|
| 1/ affectation en réserve en investissement - (R 1068) | 364 209,73 € |
| 2/ report en fonctionnement (R 002) | + 1 650 673,53 € |

**BUDGET ANNEXE DE L'EAU**

| Affectation du résultat de fonctionnement | |
|---|---|
| 1/ affectation en réserve en investissement - (R 1068) | - € |
| 2/ report en fonctionnement (R 002) | + 456 740,50 € |

**BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT**

| Affectation du résultat de fonctionnement | |
|---|---|
| 1/ affectation en réserve en investissement - (R 1068) | - € |
| 2/ report en fonctionnement (R 002) | + 76 332,71 € |

### 1.4 Subvention de fonctionnement aux associations

L'article L2311-7 du CGCT prévoit que l'attribution des subventions donne lieu à délibération distincte du celle du vote du budget.

Pour l'accomplissement de missions d'intérêt général présentant un intérêt pour les habitants de la commune, les associations de la loi du 1er juillet 1901 qui œuvrent dans le domaine social, culturel ou sportif, peuvent en tant qu'organisme à but non lucratif, recevoir des aides financières de la commune.

La commune par l'attribution de subventions, a la volonté d'accompagner les associations en les aidant dans la réalisation de leurs projets et en soutenant leurs actions. Elle affirme, ainsi, une politique de soutien active aux associations locales.

Après étude des dossiers déposés par les associations, il est proposé au vote du conseil municipal, l'attribution des subventions de fonctionnement aux associations.

Le conseil municipal est appelé à approuver le versement des subventions suivantes :

| ASSOCIATIONS | Montant 2022 |
|---|---|
| Association solidarité 04 | 350,00 € |
| Renouveau Campanaire | 1 050,00 € |
| Amis de l'Hôtel d'Astier | 2 200,00 € |
| Forcalcossebre | 1 000,00 € |
| Automoto retro | 500,00 € |
| Association ciel et terre | 600,00 € |

| | |
|---|---|
| **TOTAL GENERAL imputation 6574** | **5 700,00 €** |

### 1.5 Subvention commerçants pour l'organisation de la fête de la musique

Certains commerçants de Forcalquier, notamment les établissements type bars et restaurants proposent des animations pour la fête de la musique et pour la fête des terrasses en organisant dans leurs espaces qui sont privés de petits concerts afin de participer à la dynamique culturelle et festive de la ville.

Aussi, afin de saluer les initiatives et de marquer le soutien de la ville pour cet événement, il est proposé d'accorder une aide financière de 200 € à chaque établissement accueillant un concert étant entendu que le budget prévu pour la fête de la musique couvre la somme des aides proposées.

Les établissements participants effectivement et donc bénéficiaires de l'aide de 200 € devront justifier par tout moyen de l'acquittement du cachet aux musiciens, sur production par exemple d'une facture.

Le conseil municipal est appelé à approuver le versement de l'aide proposée.

## 2. Affaires scolaires

### 2.1 Inscription et participation aux frais de fonctionnement des écoles d'enseignement public du 1er degré et adoption de la convention

Lorsque les écoles maternelles ou les écoles élémentaires publiques d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, un mécanisme de répartition des charges de fonctionnement de ces écoles entre les communes concernées a été créé.
Ce mécanisme codifié à l'article L.212-8 du code de l'éducation, a été modifié par la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, et par la loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance.

Ainsi, lorsque les écoles maternelles, ou les écoles élémentaires d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence.

Pour le calcul de la contribution de la commune de résidence, il est principalement pris en compte le coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de l'ensemble des écoles publiques de la commune d'accueil. A ce titre, les dépenses à prendre en compte sont les charges de fonctionnement.

La participation obligatoire aux frais de scolarisation d'un enfant par la commune de résidence s'opère dans les cas suivants :

- contrainte liée aux obligations professionnelles des parents ou tuteurs légaux de l'enfant lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ou si la commune n'a pas organisé un service d'assistantes maternelles agréées ;
- dans le cas où il y a déjà un frère ou une sœur inscrit dans un établissement scolaire de la même commune d'accueil, la même année scolaire ;
- si l'état de santé de l'enfant nécessite une hospitalisation fréquente ou des soins réguliers et prolongés, assurés dans la commune d'accueil et ne pouvant l'être dans la commune de résidence ;
- par l'absence d'école sur la commune de résidence ou de capacité d'accueil ;
- par dérogation lorsque les écoles de la commune de résidence ne dispensent pas un enseignement de langue régionale, y compris lorsque la capacité d'accueil de ses écoles permet de scolariser les enfants concernés ;

L'inscription d'un enfant peut être faite :

- Soit par une demande expresse de la commune de résidence auprès de la commune d'accueil ;
- Soit le maire de la commune d'accueil inscrit un enfant au titre de l'un des cas prévus à l'article R. 212-21 précité et il doit alors informer, dans un délai maximum de deux semaines à compter de cette inscription, le maire de la commune de résidence du motif de cette inscription et lui demander son accord exprès sur sa participation financière.

Pour concrétiser leurs accords, une convention doit être signée par les deux communes concernées, après délibération concordante de leur assemblée délibérante respective.

Il n'est donc pas possible pour la commune d'accueil de prendre une délibération générale par son conseil municipal sur les participations financières pour toutes les communes de résidence qui seraient demanderesses.
Il s'agit d'un accord amiable entre deux communes dont le montant de la participation peut également différer en fonction, par exemple, des ressources de la commune de résidence, du nombre d'élèves de chaque commune scolarisée dans la commune d'accueil ou du coût moyen par élève de la scolarisation dans la commune d'accueil.

Ainsi, après la demande d'une famille souhaitant inscrire leur fille à l'école maternelle Fontauris lors de la prochaine rentrée scolaire, Madame Nadine CURNIER, maire de la commune de Revest-Saint-Martin, a donné son accord exprès pour cette inscription, sachant que la commune ne dispose ni d'école maternelle, ni d'école élémentaire.

Le conseil municipal est appelé à autoriser la passation et la signature de la convention de participation financière de la commune de Revest-Saint-Martin aux frais de fonctionnement des écoles publiques de Forcalquier.

### 2.2 <u>Restauration scolaire « demi-pension » : mise à jour des tarifs et aide financière</u>

Depuis plusieurs années les tarifs en vigueur dans les cantines municipales de la ville tiennent compte de deux niveaux de quotient familial : inférieur à 700 € et entre 700 et 800 € ; cette distinction donnait alors un avantage financier sur les tarifs avec une réduction sur chacun de quotient.

Aujourd'hui, afin d'aider le plus grand nombre de familles et d'enfants, la commune envisage de pratiquer un tarif unique à 1 € pour toute les familles Forcalquiérennes dont le quotient familial est inférieur à 900 € et dont la fréquentation à la cantine est régulière.

Le conseil municipal est appelé à approuver la modification des tarifs telle que proposée.

# 3. Environnement

## 3.1 Création d'une voie verte entre Mane et Forcalquier : convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le département des Alpes de Haute Provence

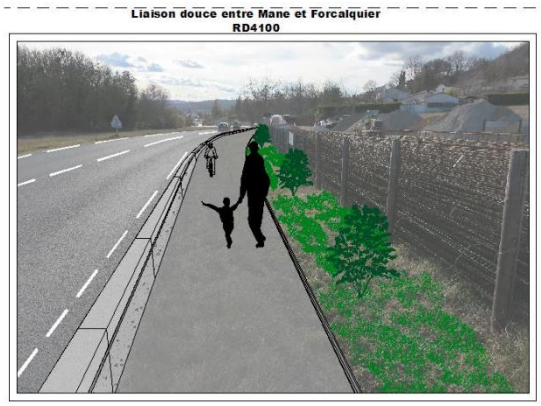
Dans le cadre du développement des déplacements doux, la commune de Forcalquier souhaite faciliter le projet mené par le département des Alpes de Haute Provence de création d'une voie verte estimée à 1 500 000 € HT reliant les communes de Mane et de Forcalquier.

Cette infrastructure sera un moyen sécurisé pour les piétons et les cyclistes de parcourir ces 2 kilomètres séparant ces deux communes.

Cette liaison douce sera selon les tronçons bordée d'un muret de protection ou d'une bande enherbée séparant physiquement les modes doux de la bande de circulation automobile. Sur tout le parcours des arbres de haute tige seront plantés de façon à inscrire cet aménagement nouveau dans une logique environnementale évidente.

Quelques travaux connexes sur le réseau d'éclairage impacteront la commune ; il s'agira de déplacer 10 candélabres (estimation 12 000 € HT) pour éviter tout obstacle sur le parcours tout en garantissant la sécurité des déplacements grâce à un éclairage public performant.

Le projet a été présenté en amont à l'architecte des bâtiments de France pour que celui-ci s'intègre parfaitement dans notre paysage.



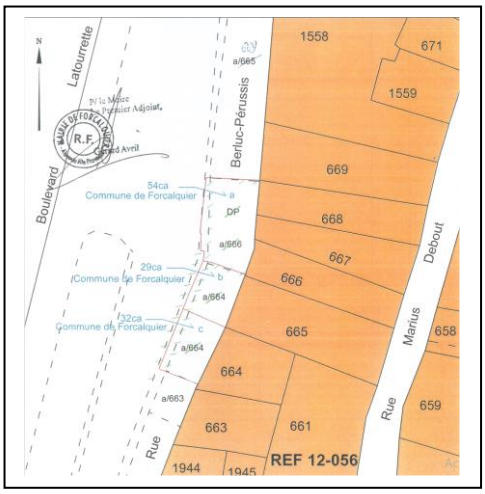

Le conseil municipal est appelé à approuver le programme de travaux et autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le Département des Alpes de Haute Provence.

# 4. Urbanisme

## 4.1 Cession à Monsieur Christophe CHARBONNEL d'une remise située sous le domaine public communal d'une superficie d'environ 32 m² et 25m² de surface utile

La commune, par délibération du 22 mars 1903, a donné à bail emphytéotique une remise située sous le domaine public, rue Berluc Perussis référencée G664a pour une surface utile d'environ 25m².
Ce bail emphytéotique s'est éteint le 24 avril 2002 ; pourtant ce local était toujours occupé sans droit ni titre par Monsieur HUET.
Monsieur HUET propriétaire du local situé au bout de la remise communale vient de céder son bien à Monsieur CHARBONNEL.

Ainsi le local CHARBONNEL et le local communal sont indissociables et font partie d'un tout.



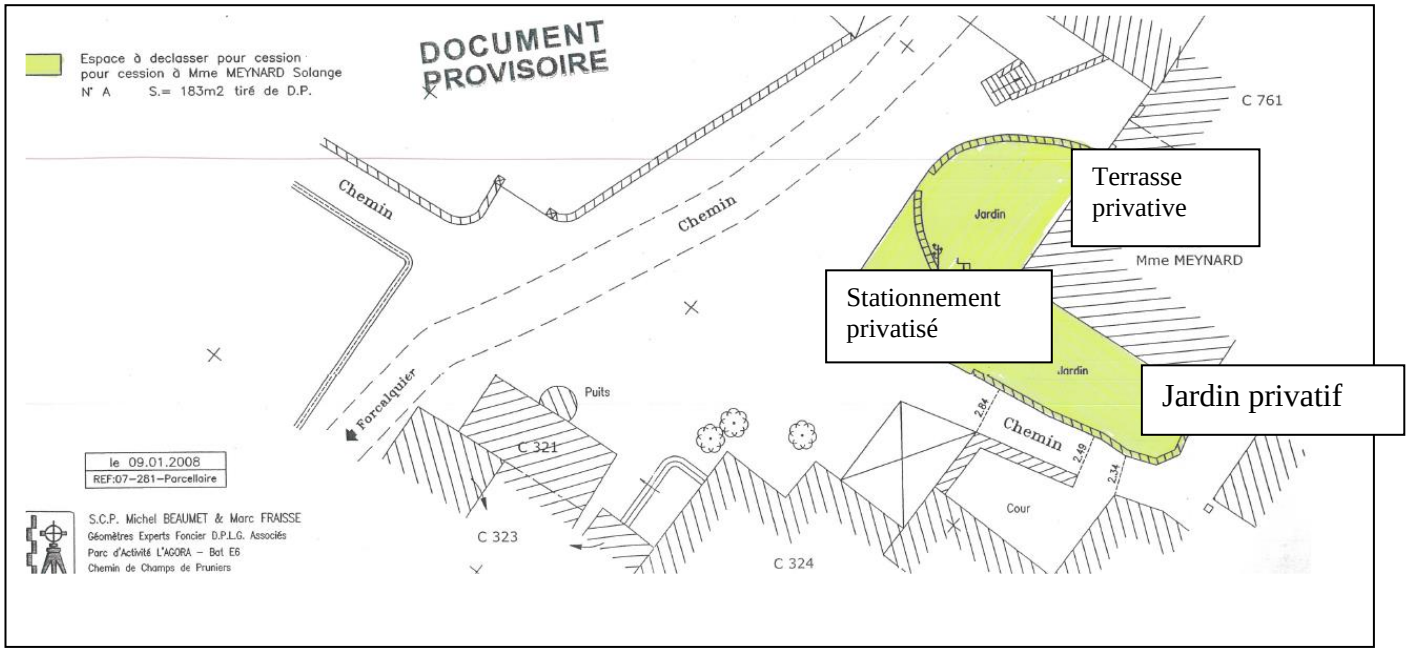
La régularisation foncière est la seule issue pour les deux parties. Monsieur Christophe CHARBONNEL propose ainsi à la commune de lui céder cette remise en l'état au prix de 20 000 € étant entendu qu'il prendra à sa charge les frais de géomètre et de notaire.

Considérant que ce local communal est indissociable du local appartenant à Monsieur CHARBONNEL, considérant l'état de celui-ci et considérant l'évaluation des domaines.

Le conseil municipal est appelé à accepter la cession de la remise référencée G664a d'une surface utile d'environ 25m² et une surface parcellaire d'environ 32m² pour un montant de 20 000 € à Monsieur Christophe CHARBONNEL et préciser que les frais d'acte et de géomètre seront à la charge de Monsieur CHARBONNEL.

### 4.2 <u>Cession à Madame MEYNARD d'un délaissé de voirie d'une superficie d'environ 160m², situé au hameau des Tourettes</u>

Madame MEYNARD est propriétaire d'une maison cadastrée C320 située au hameau des Tourettes. Il y a une trentaine d'année elle a aménagé une terrasse privative, une petite place de stationnement et un jardin sur le domaine communal pour son usage privatif sur environ 183m².



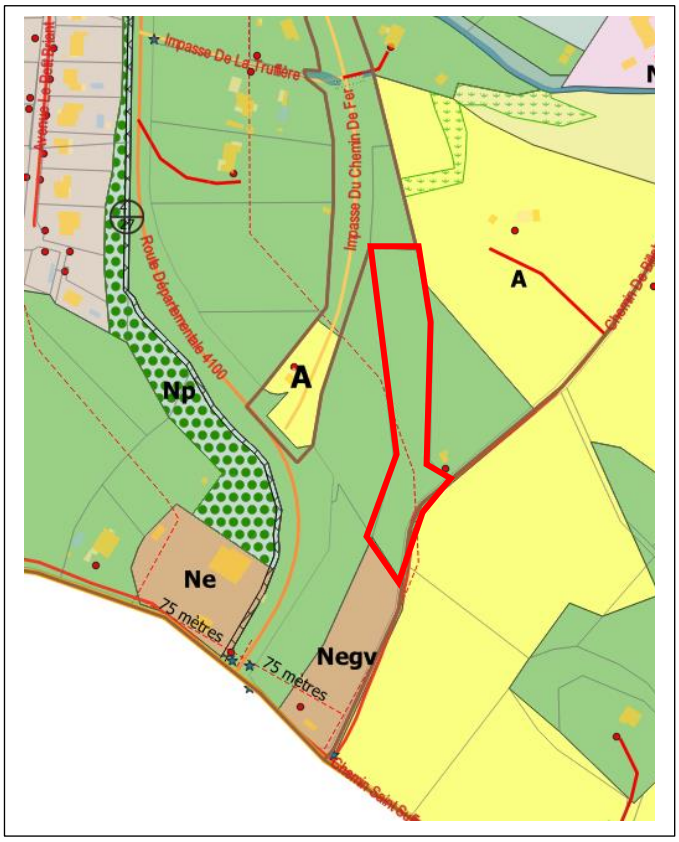
Madame MEYNARD propose de régulariser la situation et d'acquérir l'emprise occupée. Cette emprise ne représente aucune utilité et usage publics ; elle n'est pas utilisée pour la circulation et peut être considérée comme un délaissé de voirie. Dans ces conditions, ce terrain peut être cédé sans enquête publique préalable.

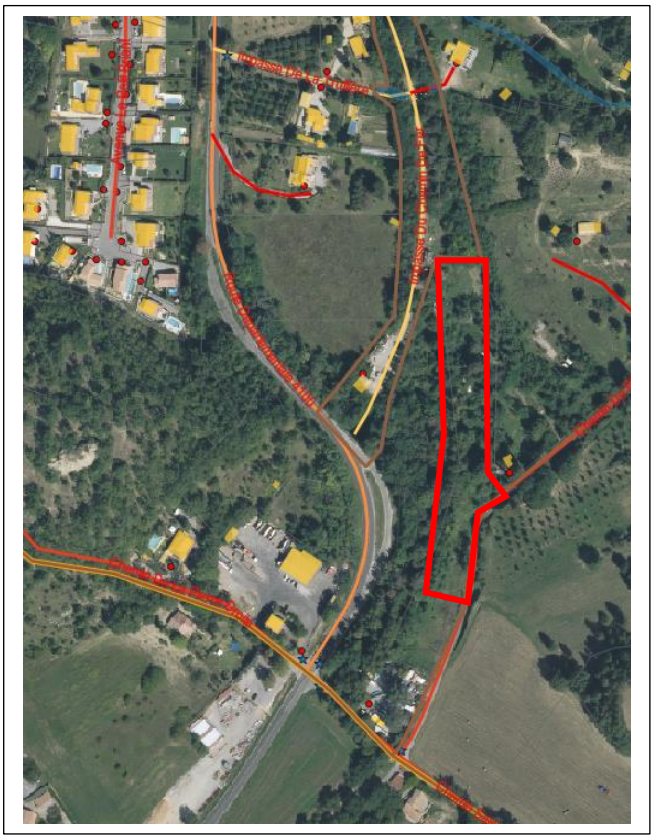
Elle accepte la cession à la valeur des domaines de 50 €/m² soit un prix d'acquisition de 8 000 € pour une superficie de 160 m², étant précisé que l'emprise privative de stationnement située à l'entrée de la venelle est exclue de la vente afin que l'entrée de ce petit chemin puisse être élargie et faciliter ainsi l'accès aux riverains.
Un relevé de géomètre devra être effectué et un numéro de parcelle pourra ensuite être affecté. Ce relevé permettra en outre de définir la superficie exacte afin de déterminer le montant définitif de la vente.

Le conseil municipal est appelé à accepter la cession d'un terrain situé Hameau des Tourettes, pour environ 160 m² correspondant à l'emprise de la terrasse et au jardin aménagé à Madame MEYNARD, pour un montant de 50 € /m² ; préciser que l'entrée de la venelle, aménagée en place de stationnement privative, ne fait pas partie de la vente ce terrain ; que ce terrain devra être libre de toute occupation ou aménagement afin de permettre l'accès au riverain et que les frais d'acte et de géomètre seront à la charge de Madame MEYNARD.

### 4.3 Cession à Monsieur et Madame BALDACCINI d'un terrain privé communal cadastré ZE48 en partie, pour environ 5000m², situé chemin de la Billebaude

Monsieur et Madame BALDACCINI possèdent la champignonnière de Haute Provence depuis 2004 et sont riverains d'un terrain communal cadastré ZE48 pour sa partie nord. Ils proposent à la commune d'acquérir environ 5000 m² issus de la parcelle ZE48 afin de développer leur exploitation agricole pour un montant de 0.628€/m² soit 3 140 €. Le terrain est classé en zone naturelle au PLU.



Considérant que la commune n'a pas d'usage de ce terrain et que cette cession permettrait le développement de l'activité agricole de la champignonnière, le conseil municipal est appelé à accepter la cession du terrain privé communal cadastré ZE48 en partie nord, pour environ 5000m² pour un montant de 0.628 €/m², prix conforme à l'avis des domaines et de préciser que les frais d'acte et de géomètre pour la division parcellaire et le bornage seront à la charge de Monsieur et Madame BALDACCINI.

## 5. Ressources Humaines

### 5.1 Création des deux emplois d'auxiliaires de puériculture

Deux agents de la crèche municipale « La Ninéia » ont sollicité une diminution de leur temps de travail (passage à mi-temps) et un agent n'a pas souhaité renouveler son contrat de travail. Il convient donc, pour assurer le bon fonctionnement de ce service, de créer deux emplois d'auxiliaire de puériculture à temps complet.

Ces emplois sont ouverts aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux, catégorie B.

Il est précisé que ces deux emplois pourront être occupés par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires.

Le conseil municipal est appelé à accepter la création de deux postes d'auxiliaires de puériculture.

### 5.2 Règlement intérieur de la crèche municipale

Le règlement de fonctionnement du multi accueil la Ninèia fait partie d'un document général regroupant : le projet social, le règlement de fonctionnement de l'établissement et le projet éducatif.

Le règlement de fonctionnement présente les aspects organisationnels de la structure. Depuis la délibération n°34-2021 du 1er avril 2021, approuvant le règlement intérieur de la crèche municipale, il convient d'apporter certaines modifications parmi lesquelles :

- Changement de nom de la directrice,
- Modification des heures d'arrivée et de départ des enfants,
- Précision sur l'administration des médicaments,
- Précision sur la continuité de direction en cas d'absence de la directrice,
- Modification des missions du psychologue.

Ces modifications doivent être entérinées dans le règlement intérieur de la crèche municipale.

Le conseil municipal est appelé à approuver le règlement intérieur de la crèche.

### 5.3 Création de deux contrats d'apprentissages

La commune souhaite s'inscrire dans un dispositif de formation facilitant l'intégration des jeunes dans le monde du travail par la voie de l'apprentissage.

L'apprentissage repose sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en centre de formation des apprentis et formation au métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans ou aux personnes en situation de handicap sans limite d'âge.

Le contrat d'apprentissage est un contrat de droit privé. La rémunération est versée à l'apprenti en tenant compte de son âge et de sa progression dans le ou les cycles de formation qu'il poursuit.

Ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

Le CNFPT accompagne les collectivités dans la formation des apprentis en prenant en charge une partie du coût de la formation.

Le conseil municipal est appelé à approuver la création de deux contrats d'apprentissages.

# DELIBERATIONS

**PROJET DE DELIBERATION**
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU**
**21 JUIN 2022**

**<u>Thème</u> : BUDGET ET FINANCES 1**
**Objet : Compte de gestion 2021 : budget principal et budgets annexes**

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le compte de gestion 2021 établi par le trésorier municipal pour le budget principal et les budgets annexes ;

**CONSIDERANT** le budget primitif pour l'exercice 2021 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs de créances à recouvrir, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats de paiement, le compte de gestion dressé par le comptable public accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a une correspondance parfaite entre les chiffres des comptes administratifs du Maire de Forcalquier, ordonnateur de la commune et ceux du compte de gestion du Trésorier de Forcalquier, comptable public sur l'exécution du budget 2021.

Ceci exposé, il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver le compte de gestion 2021 du budget principal et des budgets annexes eau et assainissement,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement, un adjoint ou un conseiller municipal à effectuer toute démarche consécutive à cette décision et à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

# Résultats budgétaires de l'exercice

20000 - COMMUNE DE FORCALQUIER - Exercice 2021

| | SECTION D'INVESTISSEMENT | SECTION DE FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|---|---|---|---|
| **RECETTES** | | | |
| Prévisions budgétaires totales (a) | 5 486 900,00 | 8 383 156,00 | 13 870 056,00 |
| Titres de recette émis (b) | 1 780 222,31 | 7 629 097,17 | 9 409 319,48 |
| Réductions de titres (c) | 52 824,42 | 47 102,34 | 99 926,76 |
| Recettes nettes (d = b - c) | 1 727 397,89 | 7 581 994,83 | 9 309 392,72 |
| **DEPENSES** | | | |
| Autorisations budgétaires totales (e) | 5 486 900,00 | 8 383 156,00 | 13 870 056,00 |
| Mandats émis (f) | 2 711 298,74 | 6 828 565,30 | 9 539 864,04 |
| Annulations de mandats (g) | | 115 456,68 | 115 456,68 |
| Depenses nettes (h = f - g) | 2 711 298,74 | 6 713 108,62 | 9 424 407,36 |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | | | |
| (d - h) Excédent | | 868 886,21 | |
| (h - d) Déficit | 983 900,85 | | 115 014,64 |

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

20000 - COMMUNE DE FORCALQUIER - Exercice 2021

| | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021 | RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 | TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE | RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| I - Budget principal | | | | | |
| Investissement | 414 401,12 | | -983 900,85 | | -569 499,73 |
| Fonctionnement | 1 145 997,05 | | 868 886,21 | | 2 014 883,26 |
| **TOTAL I** | **1 560 398,17** | | **-115 014,64** | | **1 445 383,53** |
| II - Budgets des services à caractère administratif | | | | | |
| **TOTAL II** | | | | | |
| III - Budgets des services à caractère industriel et commercial | | | | | |
| 20600-ASSAINISSEMENT DE FORCAL | | | | | |
| Investissement | 384 409,82 | | 64 062,69 | | 448 472,51 |
| Fonctionnement | 75 856,88 | | 475,83 | | 76 332,71 |
| **Sous-Total** | **460 266,70** | | **64 538,52** | | **524 805,22** |
| 27000-EAU DE FORCALQUIER - | | | | | |
| Investissement | 104 179,75 | | -65 478,00 | | 38 701,75 |

# Résultats budgétaires de l'exercice

27000 - EAU DE FORCALQUIER - Exercice 2021

| | SECTION D'INVESTISSEMENT | SECTION DE FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|---|---|---|---|
| **RECETTES** | | | |
| Prévisions budgétaires totales (a) | 763 301,00 | 479 515,00 | 1 242 816,00 |
| Titres de recette émis (b) | 47 480,39 | 143 764,20 | 191 244,59 |
| Réductions de titres (c) | | | |
| Recettes nettes (d = b - c) | 47 480,39 | 143 764,20 | 191 244,59 |
| **DEPENSES** | | | |
| Autorisations budgétaires totales (e) | 763 301,00 | 479 515,00 | 1 242 816,00 |
| Mandats émis (f) | 112 958,39 | 32 187,50 | 145 145,89 |
| Annulations de mandats (g) | | 48,05 | 48,05 |
| Depenses nettes (h = f - g) | 112 958,39 | 32 139,45 | 145 097,84 |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | | | |
| (d - h) Excédent | | 111 624,75 | 46 146,75 |
| (h - d) Déficit | 65 478,00 | | |

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

27000 - EAU DE FORCALQUIER - Exercice 2021

| | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021 | RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 | TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE | RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| I - Budget principal | | | | | |
| Investissement | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | |
| **TOTAL I** | | | | | |
| II - Budgets des services à caractère administratif | | | | | |
| **TOTAL II** | | | | | |
| III - Budgets des services à caractère industriel et commercial | | | | | |
| EAU DE FORCALQUIER - | | | | | |
| Investissement | 104 179,75 | | -65 478,00 | | 38 701,75 |
| Fonctionnement | 345 115,75 | | 111 624,75 | | 456 740,50 |
| **Sous-Total** | **449 295,50** | | **46 146,75** | | **495 442,25** |
| **TOTAL III** | **449 295,50** | | **46 146,75** | | **495 442,25** |
| **TOTAL I + II + III** | **449 295,50** | | **46 146,75** | | **495 442,25** |

# Résultats budgétaires de l'exercice

20600 - ASSAINISSEMENT DE FORCALQUIER - Exercice 2021

| | SECTION D'INVESTISSEMENT | SECTION DE FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|---|---|---|---|
| **RECETTES** | | | |
| Prévisions budgétaires totales (a) | 519 415,00 | 152 456,00 | 671 871,00 |
| Titres de recette émis (b) | 93 291,76 | 77 213,58 | 170 505,34 |
| Réductions de titres (c) | | | |
| Recettes nettes (d = b - c) | 93 291,76 | 77 213,58 | 170 505,34 |
| **DEPENSES** | | | |
| Autorisations budgétaires totales (e) | 519 415,00 | 152 456,00 | 671 871,00 |
| Mandats émis (f) | 29 229,07 | 76 737,75 | 105 966,82 |
| Annulations de mandats (g) | | | |
| Depenses nettes (h = f - g) | 29 229,07 | 76 737,75 | 105 966,82 |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | | | |
| (d - h) Excédent | 64 062,69 | 475,83 | 64 538,52 |
| (h - d) Déficit | | | |

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

20600 - ASSAINISSEMENT DE FORCALQUIER - Exercice 2021

| | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021 | RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 | TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE | RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| I - Budget principal | | | | | |
| Investissement | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | |
| **TOTAL I** | | | | | |
| II - Budgets des services à caractère administratif | | | | | |
| **TOTAL II** | | | | | |
| III - Budgets des services à caractère industriel et commercial ASSAINISSEMENT DE FORCALQUIER | | | | | |
| Investissement | 384 409,82 | | 64 062,69 | | 448 472,51 |
| Fonctionnement | 75 856,88 | | 475,83 | | 76 332,71 |
| **Sous-Total** | **460 266,70** | | **64 538,52** | | **524 805,22** |
| **TOTAL III** | **460 266,70** | | **64 538,52** | | **524 805,22** |
| **TOTAL I + II + III** | **460 266,70** | | **64 538,52** | | **524 805,22** |

**PROJET DE DELIBERATION**
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU**
**21 JUIN 2022**

**<u>Thème</u> : BUDGET ET FINANCES 2**
**Objet : Compte administratifs 2021 : budget principal et budgets annexes**

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le débat d'Orientation budgétaire du 25 février 2021 ;

**VU** la délibération du conseil municipal de Forcalquier n°22-2021 du 01 avril 2021 adoptant le budget communal pour le budget principal et les budgets annexes eau et assainissement pour l'exercice 2021 ;

**VU** la délibération du conseil municipal de Forcalquier n°xx-2022 du 21 juin 2022 adoptant le compte de gestion du comptable public pour le budget principal et les budgets annexes ;

**CONSIDERANT** que le compte administratif 2021 du budget principal et des budgets annexes eau et assainissement est conforme dans ses écritures au compte de gestion 2021 du comptable public ;

**CONSIDERANT** le compte administratif pour l'exercice 2021, lequel peut se résumer ainsi :

1. **Au titre du budget principal**

| | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|---|---|---|---|
| RECETTES | 1 727 397,89 € | 7 581 994,83 € | 9 309 392,72 € |
| DEPENSES | 2 711 298,74 € | 6 713 108,62 € | 9 424 407,36 € |
| = Résultats propres à 2021 | - 983 900,85 € | 868 886,21 € | - 115 14,64 € |
| + Résultats reportés 2020 | 414 401,12 € | 1 145 997,05 € | 1 560 398,17 € |
| **= Résultats constatés fin 2021** | **- 569 499,73 €** | **2 014 883,26 €** | **1 445 383,53 €** |
| + Solde restes à réaliser 2021 | 205 290,00 | 0 | 205 290,00 € |
| **= Résultat de clôture (y compris RAR) 2021** | **- 364 209,73 €** | **2 014 883,26 €** | **1 650 673,53 €** |

2. **Au titre du budget annexe eau**

| | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|---|---|---|---|
| RECETTES | 47 480,39 € | 143 764,20 € | 191 244,59 € |
| DEPENSES | 112 958,39 € | 32 139,45 € | 145 097,84 € |
| = Résultats propres à 2021 | - 65 478,00 € | 111 624,75 € | 46 146,75 € |
| + Résultats reportés 2020 | 104 179,75 € | 345 115,75 € | 449 295,50 € |
| **= Résultats constatés fin 2021** | **38 701,75 €** | **456 740,50 €** | **495 442,25 €** |
| + Solde restes à réaliser 2021 | 0 | 0 | 0 |
| **= Résultat de clôture (y compris RAR) 2021** | **38 701,75 €** | **456 740,50 €** | **495 442,25 €** |

### 3. Au titre du budget annexe assainissement

| | INVESTISSEMENT | FONCTIONNEMENT | TOTAL |
|---|---|---|---|
| RECETTES | 93 291,76 € | 77 213,58 € | 170 505,34 € |
| DEPENSES | 29 229,07 € | 76 737,75 € | 105 966,82 € |
| = Résultats propres à 2021 | 64 062,69 € | 475,83 € | 64 538,52 € |
| + Résultats reportés 2020 | 384 409,82 € | 75 856,88 € | 460 266,70 € |
| **= Résultats constatés fin 2021** | **448 472,51 €** | **76 332,71 €** | **524 805,22 €** |
| + Solde restes à réaliser 2021 | 0 | 0 | 0 |
| **= Résultat de clôture (y compris RAR) 2021** | **448 472,51 €** | **76 332,71 €** | **524 805,22 €** |

Ceci exposé, il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver le compte administratif 2021 relatif au budget principal et aux budgets annexes de l'eau et de l'assainissement ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement, un adjoint ou un conseiller municipal à effectuer toute démarche consécutive à cette décision et à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

*COMMUNE DE FORCALQUIER*

# Compte Administratif année 2021

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| CPTE | LIBELLES | CA 2020 | CA 2021 | CA 2021/ CA 2020 |
|---|---|---|---|---|
| **O11** | **CHARGES A CARACTERE GENERAL** | **1 732 260,48 €** | **2 072 314,86 €** | **340 054,38 €** |
| 6042 | PRESTATIONS SERVICES | 144 004,05 € | 191 418,38 € | 47 414,33 € |
| 60611 | EAU ET ASSAINISSEMENT | 61 961,18 € | 62 078,80 € | 117,62 € |
| 60612 | ELECTRICITE ENERGIE | 196 314,86 € | 268 489,24 € | 72 174,38 € |
| 60621 | COMBUSTIBLE | 92 400,97 € | 120 972,91 € | 28 571,94 € |
| 60622 | CARBURANTS | 31 039,80 € | 32 024,40 € | 984,60 € |
| 60623 | ALIMENTATION | 30 089,02 € | 46 502,09 € | 16 413,07 € |
| 60628 | PRODUITS PHARMACEUTIQUES | 42 069,03 € | 879,45 € | - 41 189,58 € |
| 60631 | FOURNITURES PRODUITS D'ENTRETIEN | 17 349,53 € | 33 737,14 € | 16 387,61 € |
| 60632 | FOURNITURE PETIT EQUIPEMENT | 15 389,24 € | 11 215,92 € | - 4 173,32 € |
| 60633 | FOURNITURES DE VOIRIE | 10 655,19 € | 11 671,53 € | 1 016,34 € |
| 60636 | VETEMENTS DE TRAVAIL | 8 459,68 € | 15 736,31 € | 7 276,63 € |
| 6064 | FOURNITURES ADMINISTRATIVES | 14 441,53 € | 20 256,07 € | 5 814,54 € |
| 6065 | LIVRES DISQUES CASSETTE - CAISSE ECOLES | 1 189,65 € | 104,20 € | - 1 085,45 € |
| 6067 | FOURNITURES SCOLAIRES | 22 714,07 € | 18 736,07 € | - 3 978,00 € |
| 6068 | ACHAT FOURNITURES DIVERSES | 106 409,68 € | 127 848,42 € | 21 438,74 € |
| 611 | CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES | 174 580,74 € | 225 561,84 € | 50 981,10 € |
| 6132 | LOCATIONS IMMOBILIERES | 25 828,37 € | 23 091,96 € | - 2 736,41 € |
| 6135 | LOCATIONS MOBILIERES | 118 067,20 € | 110 047,91 € | - 8 019,29 € |
| 614 | CHARGES LOCATIVES COPROPRIETE | 20 294,85 € | 14 249,63 € | - 6 045,22 € |
| 61521 | ENTRETIEN TERRAINS | 24 473,94 € | 18 328,00 € | - 6 145,94 € |
| 615221 | ENTRETIEN BATIMENTS PUBLIC | 18 624,34 € | 5 057,58 € | - 13 566,76 € |
| 615228 | ENTRETIEN AUTRES BATIMENTS | 10 166,73 € | 2 771,04 € | - 7 395,69 € |
| 615231 | ENTRETIEN VOIRIE | 90 900,16 € | 67 652,09 € | - 23 248,07 € |
| 615232 | ENTRETIEN DES RESEAUX | 47 738,36 € | 54 578,49 € | 6 840,13 € |
| 61551 | ENTRETIEN VEHICULES | 19 110,61 € | 16 799,60 € | - 2 311,01 € |
| 61558 | ENTRETIEN & REPARATION MATERIEL | 4 935,85 € | 3 031,19 € | - 1 904,66 € |
| 6156 | MAINTENANCE | 73 847,45 € | 85 640,36 € | 11 792,91 € |
| 6168 | PRIME D'ASSURANCE (autres que personnel) | 38 414,58 € | 41 073,67 € | 2 659,09 € |
| 6182 | DOCUMENTATIONS GENERALES | 6 864,27 € | 5 346,31 € | - 1 517,96 € |
| 6184 | VERST/ORGANISMES DE FORMATION | 9 097,00 € | 10 269,50 € | 1 172,50 € |
| 6226 | HONORAIRES | 3 936,20 € | 337,50 € | - 3 598,70 € |
| 6227 | FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX | 18 827,88 € | 22 724,00 € | 3 896,12 € |
| 6228 | REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES | 12 517,68 € | 11 760,26 € | - 757,42 € |
| 6231 | ANNONCES ET INSERTIONS | 10 052,00 € | 8 588,56 € | - 1 463,44 € |
| 6232 | FETES ET CEREMONIES | 57 927,63 € | 146 153,07 € | 88 225,44 € |
| 6236 | CATALOGUES ET IMPRESSIONS DIVERSES | 4 666,62 € | 7 562,40 € | 2 895,78 € |
| 6237 | PUBLICATIONS (bulletin municipal) | | 5 413,10 € | 5 413,10 € |
| 6241 | TRANSPORT DE BIENS | 265,33 € | | - 265,33 € |
| 6247 | LOCATION CAR CRECHE + ECOLES | 1 410,00 € | 2 096,00 € | 686,00 € |
| 6251 | VOYAGES ET DEPLACEMENTS | 728,97 € | 381,73 € | - 347,24 € |
| 6261 | FRAIS AFFRANCHISSEMENT | 12 850,12 € | 15 930,25 € | 3 080,13 € |
| 6262 | FRAIS DE TELECOMMUNICATION | 31 520,44 € | 37 773,98 € | 6 253,54 € |
| 627 | FRAIS BANCAIRES ET ASSIMILES | 231,52 € | 281,71 € | 50,19 € |
| 6281 | COTISATIONS DIVERSES | 5 366,95 € | 5 908,80 € | 541,85 € |
| 62878 | AUTRES REMBOURSEMENTS | 4 446,88 € | 70 006,92 € | 65 560,04 € |
| 6284 | REDEVANCE S POUR SERVICES RENDUS | 126,00 € | | - 126,00 € |
| 6288 | AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 5 355,00 € | 14 741,00 € | 9 386,00 € |
| 63512 | TAXES FONCIERES | 80 558,00 € | 75 252,00 € | - 5 306,00 € |
| 63513 | TAXES HABITATIONS | - € | 517,00 € | 517,00 € |
| 6355 | TAXES ET IMPOTS SUR VEHICULES | 276,00 € | - € | - 276,00 € |
| 6358 | AUTRES DROITS | 2 710,00 € | - € | - 2 710,00 € |
| 637 | AUTRES IMPOTS ET TAXES | 1 055,33 € | 1 716,48 € | 661,15 € |

| CPTE | LIBELLES | CA 2020 | CA 2021 | CA 2021/ CA 2020 |
|---|---|---|---|---|
| **O12** | **CHARGES DE PERSONNEL** | **3 357 011,65 €** | **3 428 448,78 €** | **11 450,07 €** |
| CH 63/64 | FRAIS DE PERSONNEL | 3 247 455,29 € | 3 307 442,35 € | 59 987,06 € |
| 64116 | ALLOCATIONS CHOMAGE - ARE | 40 209,94 € | 18 441,99 € | - 21 767,95 € |
| 64168 | AUTRES EMPLOIS INSERTION | | 26 232,39 € | 26 232,39 € |
| 6474 | VERSEMENT ŒUVRES SOCIALES PERSONNEL | 14 840,00 € | 14 730,00 € | - 110,00 € |
| 6455 | ASSURANCE PERSONNEL | 48 999,77 € | 55 178,27 € | 6 178,50 € |
| 6475 | MEDECINE DU TRAVAIL | 5 506,65 € | 6 423,78 € | 917,13 € |
| **O14** | **ATTENUATION DE PRODUITS** | **95 744,00 €** | **83 543,00 €** | **- 12 201,00 €** |
| 739223 | FONDS PEREQUATION RECETTES FISCALES | 92 100,00 € | 77 696,00 € | - 14 404,00 € |
| 7391172 | DEGREVEMENT TH SUR LOCAUX VACANTS | 3 644,00 € | 5 847,00 € | 2 203,00 € |
| **O22** | **DEPENSES IMPREVUES** | **- €** | **- €** | **- €** |
| O22 | DEPENSES IMPREVUES | - € | | - € |
| **65** | **AUTRES CHARGES GESTION COURANT** | **573 891,80 €** | **654 981,48 €** | **81 089,68 €** |
| 6531 | INDEMNITES DES ELUS | 103 328,53 € | 120 137,80 € | 16 809,27 € |
| 6532 | FRAIS DE MISSION | | 405,52 € | 405,52 € |
| 65372 | FONDS ALLOCATION FIN DE MANDAT | | 51,34 € | 51,34 € |
| 6541 | ADMISSION EN NON VALEUR | | 7 721,10 € | 7 721,10 € |
| 6542 | CREANCES ETEINTES | 4 013,40 € | 9 818,91 € | 5 805,51 € |
| 65548 | CONTINGENTS ORGANIS REGROUPEMT | 53 429,08 € | 59 891,08 € | 6 462,00 € |
| 6557 | AIDES AUX FACADES | - € | 2 250,00 € | 2 250,00 € |
| 657362 | SUBVENTIONS CCAS | 36 500,00 € | 36 500,00 € | - € |
| 6574 | SUBVENTIONS ORGANISMES PRIVES | 241 460,00 € | 283 280,00 € | 41 820,00 € |
| 6558 | AUTRES DEPENSES OBLIGATOIRES | 135 007,00 € | 134 830,16 € | - 176,84 € |
| 65888 | CHARGES DIVERSES GESTION COURANTE | 153,79 € | 95,57 € | - 58,22 € |
| **66** | **CHARGES FINANCIERES** | **183 674,82 €** | **161 659,17 €** | **- 22 015,65 €** |
| 66111 | INTERETS DES EMPRUNTS & DETTE | 183 588,16 € | 161 659,17 € | - 21 928,99 € |
| 6615 | INTERETS SUR LIGNES TRESORERIE | 86,66 € | | - 86,66 € |
| **67** | **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | **646,20 €** | **42 593,82 €** | **1 696,91 €** |
| 673 | TITRES ANNULES/EXERCICE ANTERIEUR | 646,20 € | 2 343,11 € | 1 696,91 € |
| 6718 | AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES | | 40 250,71 € | 40 250,71 € |
| | **TOTAL OPERATIONS REELLES** | **5 943 228,95 €** | **6 443 541,11 €** | **400 074,39 €** |
| | | | | |
| **67** | **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | **310 249,56 €** | **8 956,00 €** | **- 250 947,63 €** |
| 675 | VALEUR COMPTABLE /ELEMENTS CEDES | 258 039,83 € | 7 092,20 € | - 250 947,63 € |
| 6761 | TRANSFERT PLUS VALUE AU CPTE 19 | 52 209,73 € | 1 863,80 € | - 50 345,93 € |
| **O23** | **AUTOFINANCEMENT COMPLEMENTAIRE** | **- €** | **- €** | **- €** |
| O23 | AUTOFINANCEMENT COMPLEMENTAIRE | - € | - € | - € |
| **66** | **CHARGES FINANCIERES** | **- 7 217,17 €** | **- 6 752,89 €** | **464,28 €** |
| 66112 | ICNE | - 7 217,17 € | - 6 752,89 € | 464,28 € |
| **68** | **DOT AUX AMORTISSEMENTS** | **275 315,96 €** | **267 364,40 €** | **- 7 951,56 €** |
| 6811 | DOTATIONS AMORTISSEMENTS/MAT & BATIM | 275 315,96 € | 267 364,40 € | - 7 951,56 € |
| | **TOTAL OPERATIONS D'ORDRE** | **578 348,35 €** | **269 567,51 €** | **- 258 434,91 €** |
| | **TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT** | **6 521 577,30 €** | **6 713 108,62 €** | **191 531,32 €** |

| CPTE | LIBELLES | CA 2020 | CA 2021 | CA 2021/ CA 2020 |
|---|---|---|---|---|

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| CPTE | LIBELLES | CA 2020 | CA 2021 | CA 2021/ CA 2020 |
|---|---|---|---|---|
| **70** | **PRODUITS DIVERS GESTION COURANTE** | **400 104,75 €** | **515 393,93 €** | **115 289,18 €** |
| 7018 | VENTE DE CAVEAUX | 19 577,00 € | 13 478,00 € | - 6 099,00 € |
| 70311 | CONCESSION DANS LES CIMETIERES | 6 109,26 € | 6 638,61 € | 529,35 € |
| 70312 | REDEVANCES ET TAXES FUNERAIRES | 2 890,00 € | 884,00 € | - 2 006,00 € |
| 70388 | AUTRES REDEVANCES | 15 270,76 € | 17 842,59 € | 2 571,83 € |
| 70632 | REDEVANCE ENTREES PISCINE | 19 557,80 € | 20 267,10 € | 709,30 € |
| 7066 | CRECHE MUNICIPALE | 192 437,10 € | 276 567,91 € | 84 130,81 € |
| 7067 | CANTINES ECOLES PRIMAIRE MATERNELLE | 91 399,12 € | 123 152,81 € | 31 753,69 € |
| 7083 | LOCATIONS (autres qu'immeubles = Terrains) | 14 669,76 € | 14 930,16 € | 260,40 € |
| 70878 | REMBOURS FRAIS PAR AUTRES REDEVABLES | 38 193,95 € | 41 632,75 € | 3 438,80 € |
| **O13** | **ATTENUATION DE CHARGES** | **41 366,70 €** | **77 648,18 €** | **36 281,48 €** |
| 6419 | REMB. SUR REMUNERATION SS & CNP | 41 366,70 € | 77 648,18 € | 36 281,48 € |
| **73** | **IMPOTS ET TAXES** | **4 851 644,42 €** | **5 225 928,52 €** | **374 284,10 €** |
| 73111 | CONTRIBUTIONS DIRECTES | 3 503 352,00 € | 3 689 071,00 € | 185 719,00 € |
| 7318 | AUTRES IMPOTS - ROLES SUPPLEMENTAIRES | 8 465,00 € | 23 730,00 € | 15 265,00 € |
| 7321 | ATTRIBUTION DE COMPENSATION | 801 872,24 € | 801 872,24 € | - € |
| 73223 | FPIC | | 77 677,00 € | 77 677,00 € |
| 7328 | TAXE FORFAITAIRE/TERRAINS RENDUS CONSTRUC | 65 097,00 € | 41 525,00 € | - 23 572,00 € |
| 7336 | DROITS DE PLACE | 50 471,90 € | 62 104,97 € | 11 633,07 € |
| 7343 | TAXE SUR LES PYLONES | 19 073,00 € | 19 508,00 € | 435,00 € |
| 7351 | TAXE SUR ELECTRICITE | 123 687,77 € | 131 588,83 € | 7 901,06 € |
| 7381 | TAXE ADDIT DROIT DE MUTATION | 278 709,57 € | 378 096,16 € | 99 386,59 € |
| 7388 | AUTRES TAXES - CONTRIBUTIONS NUMERIQUE | 915,94 € | 755,32 € | - 160,62 € |
| **74** | **DOTATIONS, SUBV PARTICIPATIONS** | **1 411 288,12 €** | **1 328 933,03 €** | **- 82 355,09 €** |
| 7411 | DOTATION FORFAITAIRE (DGF) | 431 197,00 € | 421 961,00 € | - 9 236,00 € |
| 74121 | DOT DSR 1ERE FRACTION | 409 583,00 € | 434 321,00 € | 24 738,00 € |
| 74127 | FDS NATIONAL PEREQUATION TP | 111 424,00 € | 112 540,00 € | 1 116,00 € |
| 744 | FCTVA | 13 041,00 € | 17 019,00 € | 3 978,00 € |
| 74718 | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT | 218 424,87 € | 205 857,76 € | - 12 567,11 € |
| 7472 | SUBVENTIONS PARTICIPATIONS REGION | - € | 16 799,00 € | 16 799,00 € |
| 7473 | SUBVENTIONS PARTICIPATIONS DEPART | - € | 7 000,00 € | 7 000,00 € |
| 74748 | SUBVENTIONS & PARTICIP COMMUNES | 12 234,08 € | 10 946,93 € | - 1 287,15 € |
| 7478 | SUBV & PARTICIP AUTRES ORGANISMES | 14 762,17 € | 14 191,34 € | - 570,83 € |
| 7482 | COMPENS PERTES TAXE ADDITIONNELLE | 464,00 € | 198,00 € | - 266,00 € |
| 74834 | ETAT COMPENS EXONER TAXE FONCIERE | 16 810,00 € | 79 519,00 € | 62 709,00 € |
| 74835 | ETAT COMPENS EXONERATION TH | 164 468,00 € | | - 164 468,00 € |
| 7485 | DOTATION TITRES SECURISES | 8 580,00 € | 8 580,00 € | - € |
| 7488 | AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS | 10 300,00 € | | - 10 300,00 € |
| **75** | **AUTRES PRODUITS GESTION COURANTE** | **337 304,50 €** | **364 952,88 €** | **27 648,38 €** |
| 752 | REVENUS DES IMMEUBLES | 328 022,91 € | 361 915,12 € | 33 892,21 € |
| 758 | PRODUITS DIVERS GESTION COURANTE | 9 281,59 € | 3 037,76 € | - 6 243,83 € |

| CPTE | LIBELLES | CA 2020 | CA 2021 | CA 2021/ CA 2020 |
|---|---|---|---|---|
| **77** | **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | **212 693,30 €** | **69 138,29 €** | **- 143 555,01 €** |
| 773 | MANDATS ANNULES SUR EXERC ANTERIEUR | | **4 329,73 €** | 4 329,73 € |
| 775 | PRODUITS /CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | **197 077,00 €** | **8 956,00 €** | - 188 121,00 € |
| 7718 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS | | **42 374,71 €** | 42 374,71 € |
| 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | **15 616,30 €** | **13 477,85 €** | - 2 138,45 € |
| | **TOTAL OPERATIONS REELLES** | **7 254 401,79 €** | **7 581 994,83 €** | **327 593,04 €** |
| | | | | |
| **O42** | **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | **113 172,56 €** | **- €** | **- 113 172,56 €** |
| 7761 | TRANSFERT EN INVEST/MOINS VALUE CESSION | **113 172,56 €** | | - 113 172,56 € |
| **OO2** | **EXCEDENT ORDINAIRE REPORTE** | **300 000,00 €** | **1 145 997,05 €** | **845 997,05 €** |
| OO2 | EXCEDENT FONCTIONNEMENT REPORTE | **300 000,00 €** | **1 145 997,05 €** | 845 997,05 € |
| | **TOTAL OPERATIONS D'ORDRE** | **413 172,56 €** | **1 145 997,05 €** | **732 824,49 €** |
| | **TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT** | **7 667 574,35 €** | **8 727 991,88 €** | **1 060 417,53 €** |

| | | |
|---|---|---|
| **RESULTAT FONCTIONNEMENT** | **1 145 997,05 €** | **2 014 883,26 €** |

| CPTE | LIBELLES | CA 2020 | CA 2021 | CA 2021/ CA 2020 |
|---|---|---|---|---|

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| CPTE | LIBELLES | CA 2020 | CA 2021 | CA 2021/ CA 2020 |
|---|---|---|---|---|
| **O20** | **DEPENSES IMPREVUES** | **- €** | **- €** | **- €** |
| O20 | DEPENSES IMPREVUES | | | - € |
| **O40** | **OPERATIONS ORDRE ENTRE SECTIONS** | **113 172,56 €** | **- €** | **- 113 172,56 €** |
| 192 | PLUS OU MOINS VALUE SUR VENTE | **113 172,56 €** | | - 113 172,56 € |
| **O41** | **OPERATIONS ORDRE PATRIMONIALES** | **75 736,64 €** | **- €** | **- 75 736,64 €** |
| 2313 | CONSTRUCTIONS | **1 944,00 €** | | - 1 944,00 € |
| 2315 | INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE | **73 792,64 €** | | - 73 792,64 € |
| **13** | **SUBVENTION INVESTISSEMENT** | **7 497,22 €** | **5 858,83 €** | **- 1 638,39 €** |
| 1321-431 | SUBVENTION DRAC / COUVENT | | **1 643,76 €** | 1 643,76 € |
| 1348 | AUTRES SUBVENTIONS NON TRANSFERABLES | **7 497,22 €** | **4 215,07 €** | - 3 282,15 € |
| **16** | **EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES** | **673 356,68 €** | **652 854,55 €** | **- 20 502,13 €** |
| 1641 | REMBOURSEMENT CAPITAL DETTE | **671 068,68 €** | **652 516,65 €** | - 18 552,03 € |
| 165 | DEPOT ET CAUTIONNEMENT | **2 288,00 €** | **337,90 €** | - 1 950,10 € |
| **20** | **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | **22 697,10 €** | **7 744,15 €** | **- 14 952,95 €** |
| 2033 | FRAIS INSERTION | **4 428,00 €** | **1 080,00 €** | - 3 348,00 € |
| 2031-477 | ETUDE RETERRITORIALISATION ALIMENTATION | **12 420,00 €** | | - 12 420,00 € |
| 2051-296 | ACHAT LOGICIELS ET LICENCES | **5 249,10 €** | **6 664,15 €** | 1 415,05 € |
| 2051-461 | LOGICIEL POLICE MUNICIPALE | **600,00 €** | | - 600,00 € |
| **204** | **SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES** | **- €** | **52 862,72 €** | **52 862,72 €** |
| 20422 | SUBVENTION AMIS HOTEL D'ASTIER | | **4 000,00 €** | 4 000,00 € |
| 2041582 | SUBVENTION EQUIPEMENT / MEDIATHEQUE | **- €** | **48 862,72 €** | 48 862,72 € |
| **21** | **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | **171 419,21 €** | **333 297,37 €** | **161 878,16 €** |
| 2111-396 | ACH TERRAIN RESERVES FONCIERES | **15 957,83 €** | **4 820,00 €** | - 11 137,83 € |
| 2121-314 | PROJET ENVIRONNEMENT | | **17 332,69 €** | 17 332,69 € |
| 2121-433 | PLANTATIONS | **1 990,00 €** | | - 1 990,00 € |
| 21311 | HOTEL DE VILLE | | **40 930,69 €** | 40 930,69 € |
| 21316 | EQUIPEMENT CIMETIERE (CAVEAUX) | **21 985,64 €** | | - 21 985,64 € |
| 21318 | AUTRES BATIMENTS PUBLICS | **7 315,00 €** | | - 7 315,00 € |
| 2132 | IMMEUBLES DE RAPPORTS | | **982,40 €** | 982,40 € |
| 2138-444 | CIMETIERE / COLUMBARIUM | | **8 110,00 €** | 8 110,00 € |
| 21534 | RESEAUX D'ELECTRIFICATION | **6 736,89 €** | | - 6 736,89 € |
| 21578-314 | ACQUISITION MOBILIER URBAIN | | **6 570,90 €** | 6 570,90 € |
| 2158-314 | ACQUISITION MATERIEL SIGNALETIQUE | **10 573,22 €** | **84 197,31 €** | 73 624,09 € |
| 2158-327 | OUTILLAGE SERVICES TECHNIQUES | | **1 079,35 €** | 1 079,35 € |
| 2158-336 | OUTILLAGE TECHNIQUE / STADE | **4 860,00 €** | | - 4 860,00 € |
| 2158-350 | ACHAT MATERIEL ILLUMINATION | **4 284,00 €** | **5 280,00 €** | 996,00 € |
| 2158-364 | ACHAT MATERIEL PISCINE | **3 554,74 €** | **10 851,28 €** | 7 296,54 € |
| 2158-399 | ACHAT MATERIAUX / ABRIS CTM | **1 612,45 €** | **2 363,51 €** | 751,06 € |
| 2158-439 | FOURNITURES ELECTRIQUES CATHEDRALE | | **2 356,50 €** | 2 356,50 € |
| 2181-214 | BAT COMMUNAUX - AGENCEMENT, INSTALLATION | | **4 001,59 €** | 4 001,59 € |
| 2181-320 | AGENCEMENT LOCAUX ECOLE PRIMAIRE | | **2 574,30 €** | 2 574,30 € |
| 2183-296 | ACQUISITION MATERIEL INFORMATIQUE | **15 180,16 €** | **33 717,44 €** | 18 537,28 € |
| 2183-357 | ACHAT INFORMATIQUE CRECHE | **772,50 €** | | - 772,50 € |
| 2188-298 | ACHAT MATERIEL DIVERS | **897,60 €** | **10 810,42 €** | 9 912,82 € |

| CPTE | LIBELLES | CA 2020 | CA 2021 | CA 2021/ CA 2020 |
|---|---|---|---|---|
| 2188-299 | ACHAT MATERIEL & MOBILIER / MAIRIE | 10 060,33 € | 46 266,44 € | 36 206,11 € |
| 2188-319 | ACH MAT EC MATERNELLE | 4 763,11 € | 2 247,88 € | - 2 515,23 € |
| 2188-320 | ACH MATERIEL EC PRIMAIRE | 8 697,35 € | 5 419,73 € | - 3 277,62 € |
| 2188-321 | ACHAT MATERIEL COMPLEXE SPORTIF | | 4 232,83 € | 4 232,83 € |
| 2188-327 | ACH MAT DIVERS SERVICE TECHNIQUE | 6 007,48 € | 5 306,09 € | - 701,39 € |
| 2188-357 | ACH MATERIEL CRECHE | 3 425,45 € | 8 922,30 € | 5 496,85 € |
| 2188-389 | MATERIEL DIVERS POUR CENTRE DE LOISIRS | 5 916,00 € | | - 5 916,00 € |
| 2188-405 | ACHAT MATERIEL DIVERS ECBF | 31 087,66 € | 14 985,92 € | - 16 101,74 € |
| 2188-461 | ACHAT EQUIPEMENT POLICE MUNICIPALE | 5 741,80 € | 9 937,80 € | 4 196,00 € |
| **23** | **IMMOBILISATIONS EN COURS** | **2 744 677,20 €** | **1 658 681,12 €** | **- 1 085 996,08 €** |
| 2313-214 | TRX BATIMENTS COMMUNAUX DIVERS | 32 595,73 € | 19 411,32 € | - 13 184,41 € |
| 2313-271 | TRAVAUX CITADELLE / CARILLON | 3 804,00 € | | - 3 804,00 € |
| 2313-299 | TRX MAIRIE | 11 317,08 € | 63 098,55 € | 51 781,47 € |
| 2313-319 | TRX ECOLE MATERNELLE | | 7 089,93 € | 7 089,93 € |
| 2313-320 | TRX ECOLE PRIMAIRE | 46 915,08 € | 34 003,40 € | - 12 911,68 € |
| 2313-321 | TRAVAUX COSEC | 1 246 029,85 € | 451 834,88 € | - 794 194,97 € |
| 2313-341 | TRAVAUX SALLE CINEMA | 2 217,60 € | | - 2 217,60 € |
| 2313-357 | TRAVAUX CRECHE | 17 729,20 € | | - 17 729,20 € |
| 2313-389 | TRAVAUX CENTRE DE LOISIRS | 2 434,80 € | 1 292,40 € | - 1 142,40 € |
| 2313-405 | ESPACE CULTUREL DE LA BONNE FONTAINE | 591 250,82 € | 112 583,20 € | - 478 667,62 € |
| 2313-431 | TRAVAUX COUVENT CORDELIERS | 132 402,55 € | 93 158,87 € | - 39 243,68 € |
| 2313-439 | CATHEDRALE TRAVAUX | 26 256,15 € | 352 378,48 € | 326 122,33 € |
| 2313-476 | TRX AMENAGEMENT MAISON SANTE | 19 891,80 € | | - 19 891,80 € |
| 2313-478 | AMENAGEMENT LOCAUX RAM | 165 678,37 € | 54 558,55 € | - 111 119,82 € |
| 2315-314 | VOIRIE ET STOCKS | 159 220,64 € | 176 378,07 € | 17 157,43 € |
| 2315-402 | TRAVAUX CENTRE ANCIEN | | 45 465,20 € | 45 465,20 € |
| 2315-424 | VOIRIE COMMUNALE | 138 516,36 € | 119 383,20 € | - 19 133,16 € |
| 2315-450 | TRAVAUX ECLAIRAGE PUBLIC | 7 082,37 € | 32 101,47 € | 25 019,10 € |
| 2315-455 | AMENAGEMENT VERDUN LATOURETTE | 141 334,80 € | 95 943,60 € | - 45 391,20 € |
| | **TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT** | **3 808 556,61 €** | **2 711 298,74 €** | **- 1 097 257,87 €** |

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| CPTE | LIBELLES | CA 2020 | CA 2021 | CA 2021/ CA 2020 |
|---|---|---|---|---|
| **OO1** | **RESULTAT REPORTE** | **1 569 982,00 €** | **414 401,12 €** | **- 1 155 580,88 €** |
| OO1 | RESULTAT INVESTISSEMENT REPORTE | 1 569 982,00 € | 414 401,12 € | - 1 155 580,88 € |
| **O24** | **PRODUITS CESSION** | **- €** | **- €** | **- €** |
| O24 | PRODUITS CESSIONS | - € | | - € |
| **O21** | **VIREMENT DE LA SECT FONCTIONNEMENT** | **- €** | **- €** | **- €** |
| O21 | VIREMENT DE LA SECT DE FONCTIONNEMENT | - € | | - € |
| **10** | **DOTATIONS ET FONDS DIVERS** | **1 592 472,56 €** | **564 073,71 €** | **- 1 028 398,85 €** |
| 10222 | FCTVA | 184 073,00 € | 465 215,00 € | 281 142,00 € |
| 10226 | TAXES AMENAGEMENT | 66 222,74 € | 98 858,71 € | 32 635,97 € |
| **10** | **AFFECTATION DE RESULTAT** | **1 342 176,82 €** | **- €** | **- 1 342 176,82 €** |
| **13** | **SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT** | **375 535,77 €** | **880 664,40 €** | **505 128,63 €** |
| 1321-439 | SUBV DRAC / CATHEDRALE | 29 173,60 € | 87 507,28 € | 58 333,68 € |
| 1321-478 | SUBVENTION CAF / LOCAUX RAM | | 144 000,00 € | 144 000,00 € |
| 1321-431 | SUBV DRAC / COUVENT DES CORDELIERS | 32 624,00 € | | - 32 624,00 € |

| CPTE | LIBELLES | CA 2020 | CA 2021 | CA 2021/ CA 2020 |
|---|---|---|---|---|
| 1322-314 | SUBV REGION / ENTREES VILLE + INONDATIONS | | 29 520,43 € | 29 520,43 € |
| 1322-439 | SUBV REGION / TRX CATHEDRALE | | 17 880,53 € | 17 880,53 € |
| 1322-476 | SUBV REGION MAISON DE SANTE | 100 000,00 € | | - 100 000,00 € |
| 1322-477 | SUBV REGION / RETERRITORIALISATION ALIMENT | 22 140,00 € | | - 22 140,00 € |
| 1323-321 | SUBV DEPARTEMENT RENOVATION COSEC | | 202 380,00 € | 202 380,00 € |
| 1323-405 | SUBV DEPARTEMENT RENOVATION ECBF | | 72 583,36 € | 72 583,36 € |
| 1327-271 | SUBV FEDER POIA SUR SITE CITADELLE | | 7 073,22 € | 7 073,22 € |
| 1327-477 | SUBV LEADER / RETERRITORIALISATION ALIMENT | 33 210,00 € | | - 33 210,00 € |
| 1328-439 | SUBV FONDATION PATRIMOINE / CATHEDRALE | | | - € |
| | | | | |
| 1341-ON | DOTATIONS DETR | 158 388,17 € | 319 719,58 € | 161 331,41 € |
| 1348 | FONDS DE CONCOURS ET SIPL | | - € | - € |
| **16** | **EMPRUNTS DETTES & ASSIMILEES** | **8 317,36 €** | **6 339,38 €** | **- 1 977,98 €** |
| 165 | ENCAISSEMENT CAUTION | 5 558,50 € | 3 552,00 € | - 2 006,50 € |
| 1676 | DETTES LOCATAIRE ACQUEREUR | 2 758,86 € | 2 787,38 € | 28,52 € |
| **O40** | **OPERATIONS ENTRE SECTIONS** | **585 565,52 €** | **276 320,40 €** | **- 309 245,12 €** |
| 192 | REPRISE SUR PLUS VALUE/CESSION DE BIENS | 52 209,73 € | 1 863,80 € | - 50 345,93 € |
| 28 | AMORTISSEMENT DES BIENS | 230 442,51 € | 222 490,95 € | - 7 951,56 € |
| 2111 | TERRAINS NUS | 43 200,59 € | 4 960,00 € | - 38 240,59 € |
| 21318 | AUTRES BATIMENTS PUBLICS | 213 172,56 € | | - 213 172,56 € |
| 2138 | AUTRES CONSTRUCTIONS | 1 666,68 € | 2 132,20 € | 465,52 € |
| 2802 | AMORTISSEMENT FRAIS PLU | 14 934,21 € | 14 934,21 € | - € |
| 28031 | AMORTISSEMENT FRAIS ETUDES | 1 639,63 € | 1 639,63 € | - € |
| 2804171 | AMORTISSEMENT SUBVENTIONS EQUILIBRES | 4 920,16 € | 4 920,16 € | - € |
| 2804181 | AMORTISSEMENT SUBVENTIONS EQUILIBRES | 2 269,09 € | 2 269,09 € | - € |
| 2804412 | AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT EN NATURE | 2 466,71 € | 2 466,71 € | - € |
| 28041513 | AMORTISSEMENT SUBV EQUILIBRE | 1 028,23 € | 1 028,23 € | - € |
| 28041581 | AMORTISSEMENT SUBV EQUILIBRE | | | - € |
| 28041583 | AMORTISSEMENT SUBV EQUILIBRE | 17 615,42 € | 17 615,42 € | - € |
| **O41** | **OPERATIONS PATRIMONIALES** | **75 736,64 €** | **- €** | **- 75 736,64 €** |
| 2031 | FRAIS ETUDES | 72 172,64 € | | - 72 172,64 € |
| 2033 | FRAIS INSERTION | 3 564,00 € | | - 3 564,00 € |
| **27** | **AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES** | **15 347,88 €** | **- €** | **- 15 347,88 €** |
| **275** | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS | 347,88 € | | - 347,88 € |
| 2764 | CREANCES SUR PARTICULIERS ET AUTRES | 15 000,00 € | | - 15 000,00 € |
| | **TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT** | **4 222 957,73 €** | **2 141 799,01 €** | **- 2 081 158,72 €** |

| | | |
|---|---|---|
| **RESULTAT INVESTISSEMENT** | **414 401,12 €** | **- 569 499,73 €** |

| | | |
|---|---|---|
| **RESULTAT DE CLOTURE** | **1 560 398,17 €** | **1 445 383,53 €** |

# BUDGET EAU
# COMPTE ADMINISTRATIF 2021

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CPTE** | **LIBELLES** | **BUDGET 2021** | **REALISE 31/12/2021** | **SOLDE 2021** |
| | | | | |
| **O23** | **AUTOFINANCEMENT COMPLEMENTAIRE** | **441 122,00 €** | **- €** | **441 122,00 €** |
| O23 | Virement à la section d'investissement | 441 122,00 € | | 441 122,00 € |
| **O22** | **DEPENSES IMPREVUES** | **5 000,00 €** | **- €** | **5 000,00 €** |
| O22 | Dépenses imprévues | 5 000,00 € | | 5 000,00 € |
| **O11** | **CHARGES A CARACTERE GENERAL** | **14 910,00 €** | **13 878,33 €** | **1 031,67 €** |
| 611 | Prestations de services | 1 000,00 € | | 1 000,00 € |
| 616 | Primes assurances (Ass matériel pompage/sources) | 60,00 € | 55,53 € | 4,47 € |
| 623 | Contribution au SIAEP | 1 450,00 € | 1 432,50 € | 17,50 € |
| 628 | Contribution au SIAEP / annuités emprunts | 12 400,00 € | 12 390,30 € | 9,70 € |
| **66** | **CHARGES FINANCIERES** | **483,00 €** | **472,23 €** | **10,77 €** |
| 66111 | Intérêts sur prêt | 500,00 € | 488,25 € | 11,75 € |
| 66112 | ICNE | - 17,00 € | - 16,02 € | - 0,98 € |
| **68** | **DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS** | **18 000,00 €** | **17 788,89 €** | **211,11 €** |
| 6811 | Dotation aux amortissements | 18 000,00 € | 17 788,89 € | 211,11 € |
| | **TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT** | **479 515,00 €** | **32 139,45 €** | **447 375,55 €** |

| **CPTE** | **LIBELLES** | **BUDGET 2021** | **REALISE 31/12/2021** | **SOLDE 2021** |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| **OO2** | **EXCEDENT FONCTIONNEMENT REPORTE** | **345 115,00 €** | **345 115,75 €** | **- 0,75 €** |
| OO2 | Excédent de fonctionnement reporté | 345 115,00 € | 345 115,75 € | - 0,75 € |
| **O42** | **OPERATIONS TRANSFERT ENTRE SECTIONS** | **2 900,00 €** | **2 854,80 €** | **45,20 €** |
| 777 | Amortissement subventions d'investissement | 2 900,00 € | 2 854,80 € | 45,20 € |
| **70** | **VENTE DE PRODUITS ET PRESTATIONS** | **131 500,00 €** | **140 909,40 €** | **- 9 409,40 €** |
| 70128 | Surtaxe partie EAU | 131 500,00 € | 140 909,40 € | - 9 409,40 € |
| | **TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT** | **479 515,00 €** | **488 879,95 €** | **- 9 364,95 €** |

| | | |
|---|---|---|
| **RESULTAT DE FONCTIONNEMENT** | **- €** | **456 740,50 €** |

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CPTE** | **LIBELLES** | **BUDGET 2021** | **REALISE 31/12/2021** | **SOLDE 2021** |
| | | | | |
| **O40** | **OPERATIONS TRANSFERT ENTRE SECTIONS** | **2 900,00 €** | **2 854,80 €** | **45,20 €** |
| 13918 | Amortissement subventions d'investissement | 2 900,00 € | 2 854,80 € | 45,20 € |
| **27** | **AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES** | **100 000,00 €** | **14 845,75 €** | **85 154,25 €** |
| 2762 | Transfert droits à TVA / investissement | 100 000,00 € | 14 845,75 € | 85 154,25 € |
| **16** | **EMPRUNTS ET DETTES** | **3 350,00 €** | **3 333,34 €** | **16,66 €** |
| 1641 | Remboursement capital prêts | 3 350,00 € | 3 333,34 € | 16,66 € |
| **21** | **IMMOBILISATIONS** | **120 000,00 €** | **- €** | **120 000,00 €** |
| 211 | Achat terrain | 120 000,00 € | | 120 000,00 € |
| **23** | **IMMOBILISATIONS EN COURS** | **537 051,00 €** | **91 924,50 €** | **445 126,50 €** |
| 2315-35<br>2315-99 | Creation nouveau réservoir<br>Travaux réseau eau potable | 537 051,00 € | 89 392,50 €<br>2 532,00 € | **447 658,50 €**<br>**- 2 532,00 €** |
| | **TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT** | **763 301,00 €** | **112 958,39 €** | **650 342,61 €** |

| RECETTES D'INVESTISSEMENT | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CPTE** | **LIBELLES** | **BUDGET 2021** | **REALISE 31/12/2021** | **SOLDE 2021** |
| | | | | |
| **OO1** | **EXCEDENT D'INVESTISSEMENT** | **104 179,00 €** | **104 179,75 €** | **- 0,75 €** |
| OO1 | Excédent d'investissement reporté | 104 179,00 € | 104 179,75 € | - 0,75 € |
| **O21** | **AUTOFINANCEMENT COMPLEMENTAIRE** | **441 122,00 €** | **- €** | **441 122,00 €** |
| O21 | Virement de la section d'investissement | 441 122,00 € | - € | 441 122,00 € |
| **O41** | **OPERATIONS PATRIMONIALES** | **100 000,00 €** | **14 845,75 €** | **85 154,25 €** |
| 2315 | TVA / Travaux investissement | 100 000,00 € | 14 845,75 € | 85 154,25 € |
| **27** | **AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES** | **100 000,00 €** | **14 845,75 €** | **85 154,25 €** |
| 2762 | SEM / reversement droits à TVA | 100 000,00 € | 14 845,75 € | 85 154,25 € |
| **O40** | **OPERATIONS TRANSFERT ENTRE SECTIONS** | **18 000,00 €** | **17 788,89 €** | **211,11 €** |
| 28158 | Amortissement du matériel | 18 000,00 € | 17 788,89 € | 211,11 € |
| | **TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT** | **763 301,00 €** | **151 660,14 €** | **611 640,86 €** |
| | **RESULTAT D'INVESTISSEMENT** | **- €** | **38 701,75 €** | |
| | **SOLDE DE RESULTAT** | **- €** | **495 442,25 €** | |

# BUDGET ASSAINISSEMENT
# COMPTE ADMINISTRATIF 2021

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CPTE** | **LIBELLES** | **BUDGET 2021** | **REALISE 31/12/2021** | **SOLDE 2021** |
| | | | | |
| **OO2** | **RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE** | **- €** | **- €** | **- €** |
| OO2 | Résultat fonctionnement reporté | | | - € |
| **O22** | **DEPENSES IMPREVUES** | **10 000,00 €** | **- €** | **10 000,00 €** |
| O22 | Dépenses imprévues | 10 000,00 € | | 10 000,00 € |
| **O23** | **AUTOFINANCEMENT COMPLEMENTAIRE** | **64 806,00 €** | **- €** | **64 806,00 €** |
| O23 | Virement à la section d'investissement | 64 806,00 € | | 64 806,00 € |
| **O11** | **ACH ET VARIATION DE STOCKS** | **7 450,00 €** | **6 630,65 €** | **819,35 €** |
| 604 | Prestations de services | 2 000,00 € | 1 284,00 € | 716,00 € |
| 6061 | Eau énergie - achat eau au SCP | 5 400,00 € | 5 301,56 € | 98,44 € |
| 616 | Primes d'assurance | 50,00 € | 45,09 € | 4,91 € |
| 623 | Frais d'annonces et insertion | | | - € |
| **O42** | **OPERATIONS ENTRE SECTIONS** | **70 200,00 €** | **70 107,10 €** | **92,90 €** |
| 6811 | Amortissement matériel d'assainissement | 70 200,00 € | 70 107,10 € | 92,90 € |
| | **TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT** | **152 456,00 €** | **76 737,75 €** | **75 718,25 €** |

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CPTE** | **LIBELLES** | **BUDGET 2021** | **REALISE 31/12/2021** | **SOLDE 2021** |
| | | | | |
| **OO2** | **EXCEDENT FONCTIONNEMENT REPORTE** | **75 856,00 €** | **75 856,88 €** | **- 0,88 €** |
| OO2 | Excédent de fonctionnement reporté | 75 856,00 € | 75 856,88 € | - 0,88 € |
| **70** | **VENTE PRODUITS ET PRESTATIONS** | **50 000,00 €** | **45 057,98 €** | **4 942,02 €** |
| 704 | Taxe de raccordement à l'égout | 20 000,00 € | 13 800,00 € | 6 200,00 € |
| 70611 | SURTAXE : partie assainissement | 30 000,00 € | 31 257,98 € | - 1 257,98 € |
| **O42** | **OPERATION TRANSFERT ENTRE SECTION** | **10 100,00 €** | **10 098,07 €** | **1,93 €** |
| 777 | Amortissement subvention d'investissement | 10 100,00 € | 10 098,07 € | 1,93 € |
| **75** | **PRODUITS GESTION COURANTE** | **16 500,00 €** | **22 057,53 €** | **- 5 557,53 €** |
| 7588 | Prime épuration (prime AGENCE DE L'EAU) | 16 500,00 € | 22 057,53 € | - 5 557,53 € |
| | **TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT** | **152 456,00 €** | **153 070,46 €** | **- 614,46 €** |

| | | |
|---|---|---|
| **RESULTAT DE FONCTIONNEMENT** | **- €** | **76 332,71 €** |

25/05/2022

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CPTE** | **LIBELLES** | **BUDGET 2021** | **REALISE 31/12/2021** | **SOLDE 2021** |
| | | | | |
| **O40** | **OPERATION TRANSFERT ENTRE SECTION** | **10 100,00 €** | **10 098,07 €** | **1,93 €** |
| 13918 | Amortissement subvention d'investissement | 10 100,00 € | 10 098,07 € | 1,93 € |
| **23** | **IMMOBILISATIONS EN COURS** | **509 315,00 €** | **19 131,00 €** | **490 184,00 €** |
| 2315-14 | Travaux sur stations épurations | 40 000,00 € | - € | 40 000,00 € |
| 2315-22 | Travaux réseaux assainissement | 467 315,00 € | 17 586,00 € | 449 729,00 € |
| 2315-28 | Programme résorption eaux parasites | 2 000,00 € | 1 545,00 € | 455,00 € |
| | **TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT** | **519 415,00 €** | **29 229,07 €** | **490 185,93 €** |

| RECETTES D'INVESTISSEMENT | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CPTE** | **LIBELLES** | **BUDGET 2021** | **REALISE 31/12/2021** | **SOLDE 2021** |
| | | | | |
| **OO1** | **RESULTAT INVESTISSEMENT REPORTE** | **384 409,00 €** | **384 409,82 €** | **- 0,82 €** |
| OO1 | Résultat investissement reporté | 384 409,00 € | 384 409,82 € | - 0,82 € |
| **O21** | **AUTOFINANCEMEMENT COMPLEMENTAIRE** | **64 806,00 €** | **- €** | **64 806,00 €** |
| O21 | Virement de la section de fonctionnement | 64 806,00 € | - € | 64 806,00 € |
| **10** | **APPORTS DOTATIONS ET RESERVES** | **- €** | **- €** | **- €** |
| 10222 | FCTVA | | | - € |
| 1068 | AFFECTATION RESULTAT | | | - € |
| **13** | **SUBVENTIONS INVESTISSEMENT** | **- €** | **23 184,66 €** | **- 23 184,66 €** |
| 131 | Subventions investissement/bassin orage | | 23 184,66 € | - 23 184,66 € |
| **O40** | **OPERATION TRANSFERT ENTRE SECTION** | **70 200,00 €** | **70 107,10 €** | **92,90 €** |
| 28188 | Autres amortissements | 70 200,00 € | 70 107,10 € | 92,90 € |
| | **TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT** | **519 415,00 €** | **477 701,58 €** | **41 713,42 €** |

| | | |
|---|---|---|
| **RESULTAT INVESTISSEMENT** | **- €** | **448 472,51 €** |
| **SOLDE CLOTURE** | **- €** | **524 805,22 €** |

**PROJET DE DELIBERATION**
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU**
**21 JUIN 2022**

**<u>Thème</u> : BUDGET ET FINANCES 3**
**Objet : Affectation des résultats 2021**

**VU** la délibération n°xx-2022 du conseil municipal du 21 juin 2022 approuvant le compte de gestion du comptable public et la délibération n°xx-2022 du conseil municipal du 21 juin 2022 approuvant le compte administratif de l'ordonnateur pour l'exercice 2021, qui ensemble constituent l'arrêté officiel des comptes de la commune ;

**ENTENDU** qu'il est proposé au conseil municipal de constater le montant du résultat de clôture 2021 de la section de fonctionnement et de statuer sur l'affectation de ce résultat conformément à la présente délibération ;

**CONSIDERANT** que les instructions budgétaires et comptables précisent que l'affectation du résultat doit intervenir après la constatation des résultats définitifs lors du vote du compte administratif ; que l'affectation du résultat décidée par le conseil municipal doit au moins couvrir le besoin de financement de la section d'investissement tel qu'il apparaît au compte administratif; que le besoin de financement de la section d'investissement correspond au cumul du solde d'exécution de la section d'investissement (déficit ou excédent) et du solde des restes à réaliser (déficit ou excédent) ;

**CONSIDERANT** que la décision d'affectation porte sur le résultat excédentaire de la section de fonctionnement dégagé au titre de l'exercice précédent tel qu'il apparaît au compte administratif de la commune, cumulé avec le résultat antérieur reporté ; que les résultats de l'exercice antérieur sont définitivement arrêtés lors du vote du compte administratif ;

**CONSIDERANT** que les résultats du budget principal et des budgets annexes de l'eau et de l'assainissement sont exposés dans les tableaux ci-après :

1. **Budget principal de la commune de Forcalquier**

| | |
|---|---|
| (A) Résultat de l'exercice 2021 | 868 886.21 € |
| (B) Résultat antérieur reporté (ligne 002) | 1 145 997.05 € |
| (C) Résultat à reprendre (A+B) hors RAR | 2 014 883.26 € |

| | |
|---|---|
| (D) Solde d'exécution de la section d'investissement 2021 | - 569 499.73 € |
| (E) Solde des restes à réaliser d'investissement 2021 | + 205 290.00 € |
| (F) Besoin de financement (D+E) | - 364 209.73 € |

| **Décision d'affectation du résultat de fonctionnement** | |
|---|---|
| 1/ affectation en réserve en investissement - (R 1068) | 364 209.73 € |
| 2/ report en fonctionnement (R 002) | + 1 650 673.53 € |

De constater que le résultat de fonctionnement de clôture estimé pour 2021 du budget principal de la commune s'élève à + 2 014 883,26 €, et que la section d'investissement présente un besoin de financement de – 364 209,73 € ; d'affecter la somme de + 1 650 673,53 € sur la ligne 002 en recettes de fonctionnement ;

**Budget annexe Eau**

| | |
|---|---|
| (A) Résultat de l'exercice 2021 | 111 624.75 € |
| (B) Résultat antérieur reporté (ligne 002) | 345 115.75 € |
| (C) Résultat à reprendre (A+B) hors RAR | 456 740.50 € |

| | |
|---|---|
| (D) Solde d'exécution de la section d'investissement 2021 | 38 701.75 € |
| (E) Solde des restes à réaliser d'investissement 2021 | - € |
| (F) Excédent de financement (D+E) | + 38 701.75€ |

| Décision d'affectation du résultat de fonctionnement | |
|---|---|
| 1/ affectation en réserve en investissement - (R 1068) | - € |
| 2/ report en fonctionnement (R 002) | + 456 740.50 € |

De constater que le résultat de fonctionnement de clôture estimé pour 2021 du budget annexe Eau s'élève à + 456 740,50 € € et que la section d'investissement présente un excédent de financement de + 38 701,75 € ; d'affecter en conséquence la somme de + 456 740,50 € sur la ligne 002 en recettes de fonctionnement ;

**Budget annexe Assainissement**

| | |
|---|---|
| (A) Résultat de l'exercice 2021 | 475.83 € |
| (B) Résultat antérieur reporté (ligne 002) | 75 856.88 € |
| (C) Résultat à reprendre (A+B) hors RAR | 76 332.71 € |

| | |
|---|---|
| (D) Solde d'exécution de la section d'investissement 2021 | 448 472.51 € |
| (E) Solde des restes à réaliser d'investissement 2021 | - € |
| (F) Excèdent de financement (D+E) | + 448 472.51 € |

| Décision d'affectation du résultat de fonctionnement | |
|---|---|
| 1/ affectation en réserve en investissement - (R 1068) | - € |
| 2/ report en fonctionnement (R 002) | + 76 332.71 € |

De constater que le résultat de fonctionnement estimé pour 2021 du budget annexe Assainissement s'élève à + 76 332,71 € et que la section d'investissement présente un excédent de financement de + 448 472,51 € ; d'affecter en conséquence la somme de + 76 332,71 € sur la ligne 002 en recettes de fonctionnement ;

D'autoriser Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement, un adjoint ou un conseiller municipal à effectuer toute démarche consécutive à cette décision et pour les élus ayant reçu délégation, à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

## FICHE CALCUL RESULTAT 2021 - BUDGET PRINCIPAL

| LIBELLE | FONCTIONNEMENT |
|---|---|
| TOTAL DEPENSES | 6 713 108,62 € |
| TOTAL RECETTES | 8 727 991,88 € |
| **EXCEDENT FONCTIONNEMENT 2021** | **2 014 883,26 €** |
| **RESULTAT (002) A AFFECTER** | **2 014 883,26 €** |

| LIBELLE | INVESTISSEMENT | RESTES A REALISER |
|---|---|---|
| TOTAL DEPENSES | 2 711 298,74 € | 1 214 810,00 € |
| TOTAL RECETTES | 2 141 799,01 € | 1 420 100,00 € |
| **EXCEDENT** | | **205 290,00 €** |
| **DEFICIT** | **569 499,73 €** | |

| | |
|---|---|
| RESULTAT FONCTIONNEMENT 2021 | 2 014 883,26 € |
| DEFICIT INVESTISSEMENT 2021 | 569 499,73 € |
| SOLDE RAR positif | 205 290,00 € |
| **BESOIN DE FINANCEMENT** | **364 209,73 €** |

## FICHE CALCUL RESULTAT 2021 - BUDGET ANNEXE EAU

| LIBELLE | FONCTIONNEMENT |
|---|---|
| TOTAL DEPENSES | 32 139,45 € |
| TOTAL RECETTES | 488 879,95 € |
| **EXCEDENT FONCTIONNEMENT 2021** | **456 740,50 €** |
| **RESULTAT (002) A AFFECTER** | **456 740,50 €** |

| LIBELLE | INVESTISSEMENT | RESTES A REALISER |
|---|---|---|
| TOTAL DEPENSES | 112 958,39 € | 0,00 € |
| TOTAL RECETTES | 151 660,14 € | 0,00 € |
| **EXCEDENT** | **38 701,75 €** | **0,00 €** |
| **DEFICIT** | | |

| | |
|---|---|
| RESULTAT FONCTIONNEMENT 2021 | 456 740,50 € |
| DEFICIT INVESTISSEMENT 2021 | 0,00 € |
| SOLDE RAR positif | 0,00 € |
| **BESOIN DE FINANCEMENT** | **0,00 €** |

## FICHE CALCUL RESULTAT 2021 - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

| LIBELLE | FONCTIONNEMENT |
|---|---|
| TOTAL DEPENSES | 76 737,75 € |
| TOTAL RECETTES | 153 070,46 € |
| **EXCEDENT FONCTIONNEMENT 2021** | **76 332,71 €** |
| **RESULTAT (002) A AFFECTER** | **76 332,71 €** |

| LIBELLE | INVESTISSEMENT | RESTES A REALISER |
|---|---|---|
| TOTAL DEPENSES | 29 229,07 € | 0,00 € |
| TOTAL RECETTES | 477 701,58 € | 0,00 € |
| **EXCEDENT** | **448 472,51 €** | **0,00 €** |
| **DEFICIT** | | |

| | |
|---|---|
| RESULTAT FONCTIONNEMENT 2021 | 76 332,71 € |
| DEFICIT INVESTISSEMENT 2021 | 0,00 € |
| SOLDE RAR positif | 0,00 € |
| **BESOIN DE FINANCEMENT** | **0,00 €** |

Certifié exact
Forcalquier le 21 mars 2022

Le Comptable public
Le responsable du Service
de Gestion Comptable
SGC de Forcalquier

Patrick GRUNBERG
Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

20000 - COMMUNE DE FORCALQUIER - Exercice 2021

| | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021 | RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 | TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE | RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| I - Budget principal | | | | | |
| Investissement | 414 401,12 | | -983 900,85 | | -569 499,73 |
| Fonctionnement | 1 145 997,05 | | 868 886,21 | | 2 014 883,26 |
| **TOTAL I** | **1 560 398,17** | | **-115 014,64** | | **1 445 383,53** |
| II - Budgets des services à caractère administratif | | | | | |
| **TOTAL II** | | | | | |
| III - Budgets des services à caractère industriel et commercial | | | | | |
| 20600-ASSAINISSEMENT DE FORCAL | | | | | |
| Investissement | 384 409,82 | | 64 062,69 | | 448 472,51 |
| Fonctionnement | 75 856,88 | | 475,83 | | 76 332,71 |
| **Sous-Total** | **460 266,70** | | **64 538,52** | | **524 805,22** |
| 27000-EAU DE FORCALQUIER - | | | | | |
| Investissement | 104 179,75 | | -65 478,00 | | 38 701,75 |

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

27000 - EAU DE FORCALQUIER - Exercice 2021

| | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021 | RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 | TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE | RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| I - Budget principal | | | | | |
| Investissement | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | |
| **TOTAL I** | | | | | |
| II - Budgets des services à caractère administratif | | | | | |
| **TOTAL II** | | | | | |
| III - Budgets des services à caractère industriel et commercial | | | | | |
| EAU DE FORCALQUIER - | | | | | |
| Investissement | 104 179,75 | | -65 478,00 | | 38 701,75 |
| Fonctionnement | 345 115,75 | | 111 624,75 | | 456 740,50 |
| **Sous-Total** | **449 295,50** | | **46 146,75** | | **495 442,25** |
| **TOTAL III** | **449 295,50** | | **46 146,75** | | **495 442,25** |
| **TOTAL I + II + III** | **449 295,50** | | **46 146,75** | | **495 442,25** |

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

20600 - ASSAINISSEMENT DE FORCALQUIER - Exercice 2021

| | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021 | RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 | TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE | RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| I - Budget principal | | | | | |
| Investissement | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | |
| **TOTAL I** | | | | | |
| II - Budgets des services à caractère administratif | | | | | |
| **TOTAL II** | | | | | |
| III - Budgets des services à caractère industriel et commercial ASSAINISSEMENT DE FORCALQUIER | | | | | |
| Investissement | 384 409,82 | | 64 062,69 | | 448 472,51 |
| Fonctionnement | 75 856,88 | | 475,83 | | 76 332,71 |
| **Sous-Total** | **460 266,70** | | **64 538,52** | | **524 805,22** |
| **TOTAL III** | **460 266,70** | | **64 538,52** | | **524 805,22** |
| **TOTAL I + II + III** | **460 266,70** | | **64 538,52** | | **524 805,22** |

**PROJET DE DELIBERATION**
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU**
**21 JUIN 2022**

**<u>Thème</u> : BUDGET ET FINANCES 4**
**Objet : Subventions de fonctionnement aux associations**

**VU** les demandes de subventions déposées par les associations auprès des services de la commune de Forcalquier au titre de l'année 2022,

**CONSIDERANT** que la commune de Forcalquier tient à poursuivre ses encouragements envers la vie associative par le biais d'une participation financière,

**CONSIDERANT** qu'en corollaire au vote du budget principal pour 2022, il convient d'adopter la ventilation proposée pour l'affectation des subventions allouées au titre de l'exercice 2022 telles que figurant dans le tableau ci-dessous :

| ASSOCIATIONS | Montant 2022 |
|---|---|
| Association solidarité 04 | 350,00 € |
| Renouveau Campanaire | 1 050,00 € |
| Amis de l'Hôtel d'Astier | 2 200,00 € |
| Forcalcossebre | 1 000,00 € |
| Automoto retro | 500,00 € |
| Association ciel et terre | 600,00 € |

| | |
|---|---|
| **TOTAL GENERAL imputation 6574** | **5 700,00 €** |

Ceci exposé, il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver le tableau ci-dessus fixant la liste des bénéficiaires des subventions allouées au titre de l'année 2022 et leur montant ;

- Dit que les crédits sont inscrits au budget 2022 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement, un adjoint ou un conseiller municipal à effectuer toute démarche consécutive à cette décision et pour les élus ayant reçu délégation et à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**PROJET DE DELIBERATION**
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU**
**21 JUIN 2022**

**Thème : BUDGET ET FINANCES 5**
**Objet : Subvention aux commerçants pour l'organisation de la fête de la musique**

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**CONSIDERANT** que les commerçants de Forcalquier tenant des établissements type bars et restaurants font la fête de la musique et la fête des terrasses en organisant dans leurs espaces qui sont privés de petits concerts afin de participer à la vie économique et culturelle.

Il est proposé d'accorder une aide financière de 200 € par événement à chaque établissement accueillant un concert afin de saluer les initiatives et de marquer le soutien de la ville pour ces événements.

Le budget prévu initialement pour la fête de la musique couvre la somme des aides proposées.

Cette aide financière sera octroyée aux commerces suivants, sous réserve de la justification de la dépense engagée par tous moyens, notamment la production de la facture acquittée ou cachet du groupe de musique :

| | |
|---|---|
| Le Pichotome | Le Lucky bar |
| Café du Bourguet | La Boca |
| Café de l'hôtel de ville | Ma Nine |
| Café du commerce | Le Jam |
| La Crêperie | La Parenthèse |
| L'Aïgo blanco | L'Inattendu |
| Le Beerstrot burger | Le Station |
| La Parenthèse | La Souste |
| La Source | Figure d'Anchois |
| L'Eglefin | L'Esperluette |

Ceci étant exposé, il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver le format de l'événement tel que décrit ci-dessus ;

- D'autoriser le paiement de ces aides sous forme de subvention, consécutivement aux concerts produits ;

- Dit que les crédits étant inscrits au budget 2022, Compte 6574 subventions fonction 024 à hauteur maximum de 4 000 € ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement, un adjoint ou un conseiller municipal à effectuer toute démarche consécutive à cette décision et à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**PROJET DE DELIBERATION**
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU**
**21 JUIN 2022**

**<u>Thème</u> : AFFAIRES SCOLAIRES 1**
**Objet : Inscription et participation aux frais de fonctionnement des écoles d'enseignement public du 1er degré et adoption de la convention**

**VU** l'article L.212-8 du Code de l'Education qui prévoit que la répartition des dépenses de fonctionnement, lorsque les écoles maternelles ou les écoles élémentaires publiques d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence ;

**CONSIDERANT** que les écoles publiques maternelle et élémentaire de Forcalquier reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, sous réserve que ces derniers ainsi accueillis respectent les conditions d'inscription fixées par l'article précité, complété par l'article R 212-21 du même code, à savoir :

- contrainte liée aux obligations professionnelles des parents ou tuteurs légaux de l'enfant lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ou si la commune n'a pas organisé un service d'assistantes maternelles agréées ;
- dans le cas où il y a déjà un frère ou une sœur inscrit dans un établissement scolaire de la même commune d'accueil, la même année scolaire ;
- si l'état de santé de l'enfant nécessite une hospitalisation fréquente ou des soins réguliers et prolongés, assurés dans la commune d'accueil et ne pouvant l'être dans la commune de résidence ;
- par l'absence d'école sur la commune de résidence ou de capacité d'accueil (sauf cas facultatif particulier défini à l'article précité) ;
- par dérogation lorsque les écoles de la commune de résidence ne dispensent pas un enseignement de langue régionale, y compris lorsque la capacité d'accueil de ses écoles permet de scolariser les enfants concernés ;

**ATTENDU** que Madame Nadine CURNIER maire de la commune du Revest-Saint-Martin, n'ayant ni décole maternelle, ni d'école élémentaire sur sa commune, a sollicité la commune de Forcalquier et a donné son accord exprès pour l'accueil sur Forcalquier d'une enfant dont les parents sont domiciliés au Revest-Saint-Martin, lors de la prochaine rentrée scolaire 2022/2023 ;

**ATTENDU** que cet accord doit être matérialisé sous forme d'une convention à passer entre les deux communes et que la participation financière de la commune de résidence se fera en fonction du coût moyen par élève calculé chaque année sur la base des dépenses de fonctionnement de l'ensemble des écoles publiques de Forcalquier, rapporté au nombre d'enfants accueillis ;

**ATTENDU** que la convention sera établie pour la durée de la scolarité de l'enfant ;

Ceci étant exposé, il est proposé au conseil municipal :

- D’autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de participation financière de la commune de Revest Saint Martin aux frais de fonctionnement des écoles publiques de Forcalquier,

- D’arrêter le montant de la participation financière de la commune de Revest-Saint-Martin, pour l’année scolaire 2022/2023 à 598,35 € pour un élève en école élémentaire et à 1 774,30 € pour un élève en école maternelle ;

- D’autoriser Monsieur le Maire ou en cas d’empêchement, un adjoint ou un conseiller municipal à effectuer toute démarche consécutive à cette décision et à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l’exécution de la présente délibération.

# *Ville de Forcalquier*

PARTICIPATION DE LA COMMUNE DE REVEST SAINT MARTIN AUX FRAIS DE SCOLARITE DES ENFANTS ACCUEILLIS SUR LA COMMUNE DE FORCALQUIER

## CONVENTION

**Entre les soussignés** :

Monsieur David GEHANT, maire de Forcalquier, habilité par délibération du Conseil Municipal N° en date du,

**d'une part,**

**Et**,

Madame Nadine CURNIER, maire de Revest Saint Martin, habilitée par délibération N° en date du

**d'autre part,**

**EXPOSE DES MOTIFS**

Les dispositions des articles L.212-8 et R.212-21 du Code de l'Education fixent les règles de participation des collectivités territoriales aux dépenses de fonctionnement des écoles publiques pour les enfants scolarisés hors de leur commune de résidence.

Lorsque l'un des critères définis aux articles du Code de l'Education précités est rempli par les familles demandant l'accueil de leur enfant, la commune de résidence est alors tenue de participer financièrement aux frais de fonctionnement pour l'accueil de ces élèves.

Une demande d'inscription a été faite par la famille d'une enfant résidant sur la commune de Revest-Saint - Martin afin qu'elle fasse sa rentrée scolaire 2022/2023 en maternelle sur la commune de Forcalquier compte tenu de l'absence de structures scolaires susceptibles d'accueillir les enfants sur la commune de Revest-Saint-Martin.

Dès lors, les communes de Forcalquier (commune d'accueil) et de Revest-Saint-Martin (commune de résidence) ont donc décidé, d'un commun accord, de mettre en place une convention, conformément à la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 et la loi n°2005-157 du 23 février 2005 qui posent le principe du libre accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence, afin de fixer les modalités de participation financière aux frais de fonctionnement de la commune d'accueil.

**Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :**

## MODALITES DE LA CONVENTION

### Article 1 : MODALITÉS D'INSCRIPTION

Lorsque des familles sollicitent la possibilité de scolariser leur(s) enfant(s) dans une commune extérieure à leur commune de résidence, la procédure est la suivante :

- La demande de scolarisation extérieure est déposée auprès de la Mairie d'accueil.

- Le dossier est examiné en fonction de la capacité d'accueil et notamment en fonction des cas prévus aux articles du code de l'éducation précités, à savoir :

- contrainte liée aux obligations professionnelles des parents ou tuteurs légaux de l'enfant lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ou si la commune n'a pas organisé un service d'assistantes maternelles agréées ;
- dans le cas où il y a déjà un frère ou une sœur inscrit dans un établissement scolaire de la même commune d'accueil, la même année scolaire ;
- si l'état de santé de l'enfant nécessite une hospitalisation fréquente ou des soins réguliers et prolongés, assurés dans la commune d'accueil et ne pouvant l'être dans la commune de résidence ;
- par l'absence de capacité d'accueil dans la commune de résidence.

Il existe également un cas dérogatoire : le maire de la commune de résidence dont les écoles ne dispensent pas un enseignement de langue régionale ne peut s'opposer, y compris lorsque la capacité d'accueil de ses écoles permet de scolariser les enfants concernés, à la scolarisation d'enfants dans une école d'une autre commune proposant un enseignement de langue régionale et disposant de places disponibles.
La participation financière aux frais de fonctionnement liés à l'inscription de l'élève s'impose alors au maire de la commune de résidence.

Et un cas facultatif : lorsque la commune de résidence dispose d'une capacité d'accueil suffisante, elle n'est pas tenue, en principe, de participer aux frais de fonctionnement des écoles de la commune d'accueil dans ce cas, mais la commune de résidence peut néanmoins donner son accord sur sa participation à la commune d'accueil.

Le maire de la commune d'accueil informe le maire de la commune de résidence dans un délai maximum de deux semaines à compter de l'inscription pour laquelle il a émis un avis favorable.

### Article 2 : LES DEPENSES

En application de l'article L.212-8 du code de l'éducation, seules les dépenses de fonctionnement sont prises en compte.
Les modalités sont fixées par la circulaire interministérielle du 25 août 1989 relative à la « Mise en œuvre du transfert de compétence en matière d'enseignement : répartition entre les communes des charges de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes, en application de l'article 23 de la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 » (NOR/INT/B/8900268/C).

En principe, les dépenses d'investissement sont donc exclues du mécanisme de répartition (il est toutefois possible de convenir de la prise en compte de ces dépenses par accord amiable), seules les dépenses de fonctionnement étant prises en compte dans le calcul de la répartition intercommunale.

Sont à prendre en compte au titre des dépenses obligatoires :

- Les dépenses de fonctionnement liées à l'existence des équipements sportifs de l'école ;
- Les dépenses de fonctionnement liées à l'existence dans l'école d'enseignements spécialisés au sens de la loi du 30 juin 1975 sur les handicapés, ou de structures mises en place dans le cadre d'actions spécifiques, telles que les groupements d'aide psycho-pédagogique et les réseaux d'éducation prioritaires.
- Les dépenses de personnel des agents de statut communal que les communes doivent affecter dans les classes maternelles et les sections maternelles des écoles élémentaires en vertu de dispositions législatives et réglementaires (y compris les ATSEM) ;

- La rémunération des intervenants extérieurs, recrutés par la commune, chargés d'assister les enseignants pendant les heures d'enseignement prévues dans les programmes officiels de l'Education Nationale ;
- Les frais de fournitures scolaires, lorsqu'ils sont pris en charge par la commune d'accueil ;
- L'entretien et, s'il y a lieu, le remplacement du mobilier scolaire et du matériel collectif d'enseignement ;
- La location et la maintenance de matériels informatiques pédagogiques, ainsi que les frais de connexion et d'utilisation de réseaux afférents (avec extension aux dépenses d'acquisition de matériels informatiques) ;
- La quote-part des services généraux de l'administration communale nécessaire au fonctionnement des écoles.

Ne sont pas à prendre en compte au titre des dépenses obligatoires :
- Les dépenses relatives aux activités périscolaires ;
- Les dépenses afférentes aux classes de découverte ;
- Les dépenses d'investissement ;
- Les dépenses de cantine ;
- Les frais d'études et de garderie.

**Article 3 : ÉTATS NOMINATIFS**

Chaque commune établira, au début de l'année scolaire, un état nominatif des enfants qu'elle accueille chaque année. Cet état comprendra : nom et prénom de l'enfant, nom et prénom du ou des responsables de l'enfant, date de naissance de l'enfant, cours et école fréquentée, adresse de l'enfant.

**Article 4 : LA PARTICIPATION FINANCIÈRE**

L'article L.212-8 du code de l'éducation indique qu'il faut tenir compte de trois critères pour déterminer la contribution de la commune de résidence**.**

- du nombre d'élèves de cette commune scolarisés dans la commune d'accueil ;
- du coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de l'ensemble des écoles publiques maternelles et élémentaires de la commune d'accueil (il s'agit seulement des charges de fonctionnement) ;
- des ressources de la commune de résidence.

Une participation sera demandée pour chaque enfant de Revest-Saint-Martin qui sera scolarisé sur la commune de Forcalquier, lorsque l'accueil de chacun de ces enfants aura été justifié par l'un des critères définis aux articles L212-8 et R212-21 du Code de l'Education et susvisés.
Il sera appliqué le coût de fonctionnement par élève, calculé chaque année par la commune sur chacune de ses écoles publiques, à savoir l'école primaire Léon Espariat et l'école maternelle Fontauris. Ce tarif sera révisé chaque année.

Le montant de la participation financière de la commune de résidence est fixé, pour l'année scolaire 2022/2023, pour chaque élève résidant sur la commune de Revest-Saint-Martin et scolarisé sur Forcalquier, à :
**598.35 €** (école élémentaire)
**1 774.30 €** (école maternelle)
Ce montant sera révisé chaque année sur la base du compte administratif de l'année N.

**Article 5 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION**

Le paiement de la participation pour l'année scolaire s'opère en un versement le 30 septembre de chaque année.

**Article 6 : DUREE**

Cette convention sera reconduite tacitement chaque premier septembre avec l'actualisation du coût de fonctionnement par élève (calculé par rapport au compte administratif N-1).
Elle débutera à compter de l'année scolaire 2022 - 2023.

**Article 7 : AVENANT ET REVISION**

La présente convention pourra faire l'objet d'avenant à l'initiative de l'une ou l'autre des parties notamment pour tenir compte des évolutions législatives et réglementaires.
Elle pourra être révisée annuellement après accord entre les deux parties.
Cette révision sera alors prise en compte pour l'année scolaire suivante.

**Article 8 : DÉNONCIATION**

Si l'une des parties désire dénoncer la convention, elle devra en aviser l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La dénonciation de la convention maintient l'engagement financier antérieur des communes.

**Article 9 : LITIGES**

En cas de litige portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher d'abord un règlement du litige par la voie amiable.

Si toutefois un différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il sera soumis au représentant de l'État dans le département, dans les deux mois de la décision contestée, pièces à l'appui justifiant qu'une conciliation a bien été recherchée préalablement.

Fait à Forcalquier, le

Le maire de Revest Saint Martin,
Nadine CURNIER,

Le maire de Forcalquier,
David GEHANT,

**PROJET DE DELIBERATION**
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU**
**21 JUIN 2022**

**Thème : AFFAIRES SCOLAIRES 2**
**Objet : Restauration Scolaire « demi-pension » : mise à jour des tarifs et aide financière**

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment en son article L 2122-22,

**VU** la délibération n°2020-16 du 4 juillet 2020 accordant délégation au maire et au premier adjoint pour prendre toute décision dans les domaines restrictivement énumérés par l'article L 2122-22 susvisé modifiée par la délibération n°2021-35 du 1er avril 2021 ;

**VU** la décision du maire n°2020/48 fixant les tarifs de la restauration scolaire « demi-pension » de l'Ecole Maternelle et de l'Ecole Primaire ;

**VU** le règlement intérieur des cantines scolaires municipales approuvé par délibération n°2012- 112 du conseil municipal du 3 décembre 2012 ;

**ENTENDU** qu'il est proposé de fixer à 1 € le coût du repas pour les familles dont le quotient familial est inférieur à 900 € ;

**CONSIDERANT** que les tarifs pourraient être les suivants :

| **ECOLE PRIMAIRE Léon Espariat** | **Tarifs au 01/09/2020** | **Tarifs 2022** |
|---|---|---|
| **Elèves de Forcalquier** | | |
| Prix du repas en fréquentation régulière | **3,70 €** | **3,70 €** |
| Prix du repas pour les occasionnels | **4,85 €** | **4,85 €** |
| Prix du repas avec quotient familial < 700 € | **2,30 €** | |
| Prix du repas avec quotient familial 700 € - 800 € | **2,77 €** | |
| **Prix du repas avec quotient familial < 900 €** | | **1,00 €** |
| | | |
| **Elèves extérieurs** | | |
| Prix du repas en fréquentation régulière | **4,20 €** | **4,20 €** |
| Prix du repas pour les occasionnels | **5,35 €** | **5,35 €** |

| **ECOLE MATERNELLE Fontauris** | | |
|---|---|---|
| **Elèves de Forcalquier** | | |
| Enfants de Forcalquier | **3,65 €** | **3,65 €** |
| Prix du repas avec quotient familial < 700 € | **2,25 €** | |
| Prix du repas avec quotient familial 700 € - 000 € | **2,73 €** | |
| **Prix du repas avec quotient familial < 900 €** | | **1,00 €** |
| | | |
| **Elèves extérieurs** | | |
| Enfants d'autres communes | **3,95 €** | **3,95 €** |

**ENTENDU** qu'il est précisé que des tarifs s'adressent uniquement aux parents qui habitent Forcalquier dont les enfants fréquentent la cantine ;

**ENTENDU** que les enfants scolarisés en CLIS et dont les parents n'habitent pas Forcalquier bénéficient des mêmes tarifs que les personnes résidant à Forcalquier.

**ENTENDU** que les enfants dont la commune de résidence a par convention donné son accord de participation aux frais de scolarité bénéficient des mêmes tarifs que les personnes résidant à Forcalquier.

Ceci exposé, il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver les tarifs ci-dessus exposés,

- De préciser que ces tarifs resteront en vigueur jusqu'à la prochaine actualisation,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement, un adjoint ou un conseiller municipal à effectuer toute démarche consécutive à cette décision et à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**PROJET DE DELIBERATION**
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU**
**21 JUIN 2022**

**<u>Thème</u> : ENVIRONNEMENT 1**
**Objet : Création d'une voie verte entre Mane et Forcalquier, convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le département des Alpes de Haute Provence**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le projet du Département des Alpes de Haute Provence de réaliser une voie verte destinée aux piétons et aux cyclistes entre les communes de Mane et Forcalquier,

**CONSIDERANT** l'importance de favoriser et de développer les modes doux de transport en alternative au « tout voiture » par l'implantation de cette voie verte qui sera située côté gauche sens Mane – Forcalquier et ce jusqu'au viaduc où son implantation bascule alors du côté droit,

**ENTENDU** que dans le cadre de ces travaux, la commune aura quelques frais connexes liés au déplacement de candélabres et adaptations mineures sur le tracé du réseau d'éclairage public déjà intégrés au budget 2022.

Ceci étant exposé, il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver le programme de travaux et le tracé de la voie verte,

- D'approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage,

- D'accepter d'intervenir sur le réseau d'éclairage public pour correspondre à la nouvelle topographie des lieux,

- D'autoriser Monsieur le Maire à suivre cette affaire, notamment à signer la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage susvisée et tous les documents afférents,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement, un adjoint ou un conseiller municipal à effectuer toute démarche consécutive à cette décision et à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

# Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage

## ENTRE

## LE DEPARTEMENT
## DES ALPES DE HAUTE PROVENCE

## LA COMMUNE DE FORCALQUIER

## ET

## LA COMMUNE DE MANE

## Route Départementale N°4100

## Création d'une voie verte

## RD4100 – PR23+420 à 25+580

**Mane - Du carrefour chemin de la Fontaine Neuve (PR23+420) au carrefour chemin de Saint Suffren (PR24+080) (660ml)**
**Forcalquier – Du carrefour de chemin de Saint Suffren (PR24+080) au carrefour chemin de la petite vitesse (PR25+580) (1500ml)**

# CONVENTION

ENTRE :

**Le Département des Alpes de Haute-Provence**, représenté par Madame Eliane BARREILLE, Présidente du Conseil départemental, dûment habilitée par délibération de la Commission permanente en date du , intervenant en tant que propriétaire et gestionnaire de la voirie départementale, ci-après dénommé **le Département**,

**La Commune de Forcalquier,** représentée par M. David GEHANT, agissant en tant que maire, dûment habilité par délibération du Conseil municipal n° ..... en date du ....., ci après dénommé **la Commune**,

**La Commune de Mane,** représentée par M. Jacques DEPIEDS, agissant en tant que maire, dûment habilité par délibération du Conseil municipal n° ..... en date du ....., ci après dénommé **la Commune**,

Il a été convenu ce qui suit :

## PREAMBULE

Le Département et les Communes sont convenus de la réalisation d'un aménagement conjoint.

Cet aménagement sera réalisé selon les modalités et dans les conditions décrites dans la présente convention.
Il consiste en la réalisation d'un aménagement de voie verte le long de la Route Départementale 4100 :

- Sur le territoire de Mane, entre le carrefour du chemin de la Fontaine Neuve (PR23+420) au carrefour du chemin de Saint Suffren (PR24+080) (660ml) :
- Sur le territoire de Forcalquier, du carrefour du chemin de Saint Suffren (PR24+080) au carrefour chemin de la petite vitesse (PR25+580) (1500ml)

Cet aménagement consiste en la création d'une voie verte latérale utile au mode de déplacement actif (vélos, piétons,..).

Cette convention intègre :

- les études et contrôles d'exécution, les procédures réglementaires, la coordination SPS,
- les acquisitions foncières,
- la réalisation de l'aménagement de la RD4100
- la création du cheminement mode doux
- le déplacement en tant que de besoin des réseaux impactés par les travaux.

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- les conditions administratives et financières de réalisation de l'aménagement,
- les conditions techniques de l'aménagement sur le domaine public routier départemental,
- les obligations respectives des parties signataires,
- la propriété des équipements et les conditions d'intervention (aménagement, entretien et viabilité) sur le domaine public routier départemental.

## ARTICLE 2 – SUIVI DE LA CONVENTION

Le suivi de la présente convention sera assuré :

- pour le compte du Département, par le Chef de la Maison technique de Forcalquier, av Thierry d'Argenlieu, 04300 FORCALQUIER, tél 04 92 75 87 50.
- pour le compte de la Commune de Forcalquier, par Monsieur le Directeur des Services Techniques ;
- pour le compte de la Commune de Mane, par Monsieur le Maire.

## ARTICLE 3 – CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES DE REALISATION DE L'AMENAGEMENT

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'oeuvre de l'opération sont assurées par le Département en référence au code de la commande publique et plus particulièrement l'article L 2422-12 relatif au transfert de maitrise d'ouvrage.

Le montant prévisionnel de ces travaux est estimé à 1 500 000 €HT.

Les travaux d'aménagement de la chaussée de la RD et de ses équipements et de la voie verte seront pris en charge par le Département.

Le Département assurera par ailleurs la construction de la Voie Verte

Les Communes assureront par ailleurs, sur leur territoire respectif, la réalisation et le financement des travaux relatifs aux modifications des réseaux communaux, (dont le système d'arrosage des espaces verts) ainsi qu'aux compléments d'aménagement qu'elles souhaiteraient apporter au projet notamment en matière d'éclairage public ou d'embellissement (plantations).

Chaque collectivité bénéficiera à son profit des éventuelles subventions qui pourront lui être accordées par d'autres partenaires.

## ARTICLE 4 – CONDITIONS TECHNIQUES DE L'AMENAGEMENT SUR LE DOMAINE PUBLIC

Le projet devra être conçu et réalisé dans le respect des normes et documents techniques correspondants aux ouvrages projetés. Une garantie décennale pour les ouvrages de génie civil sera imposée aux entreprises dans les marchés de travaux. Il sera soumis à la validation des communes.

Un coordonnateur sécurité sera mandaté par le maître d'ouvrage pour les phases conception et réalisation.

Les parties s'engagent à mettre en œuvre toutes les dispositions pour vérifier tout au long de l'exécution le respect du projet approuvé et des règles de l'art dans la réalisation des travaux.

Les agents des Communes dûment mandatés seront invités à participer aux réunions de chantier. Les Communes seront destinataires des comptes rendus de réunions de chantiers.

Un plan de récolement devra être fourni par le Département dans un délai d'un mois après réception du chantier, à laquelle seront conviées les Communes.

Tous les ouvrages, en référence aux plans annexés à la présente convention, à l'exception de la chaussée sur route départementale, de ses accessoires, notamment des dispositifs de retenue et des ponts, seront remis aux Communes qui en deviendront gestionnaires après délimitation. Le transfert de gestion du DP se fera sur la base de délibérations concordantes des collectivités.

En cas de non-respect des clauses de la convention ou des dispositions du projet technique validé, la remise sera différée. Le Département prendra alors toute disposition pour lever cette non-conformité dans les meilleurs délais.

Les Communes assureront, sur leur territoire respectif, l'entretien et la gestion de la voie verte et de ses dépendances.

Les Communes ou les Communautés de communes, suivant leurs compétences, prendront également en charge les travaux liés à la présence de réseaux (eaux pluviales, usées, potables....) placés sous sa maîtrise d'ouvrage, dès lors que ces travaux seraient rendus nécessaires par l'entretien des chaussées (renouvellement des couches de roulement...).

Pour sa part, le Département assumera la responsabilité de la chaussée de la route départementale et ses abords et en assurera l'entretien et la viabilité.

## ARTICLE 5 – REMISE D'OUVRAGE

A la fin des travaux, et avant la réalisation des Opérations Préalables à la Réception (OPR), il sera procédé par le Département à une visite du chantier en présence des Communes, où il sera fait état des remarques de chacune des parties à prendre en compte par le Maître d'Oeuvre.

A l'issue du parfait achèvement, une remise d'ouvrage des aménagements précités hors chaussée RD et accessoires sera effectuée par le Département au bénéfice des Communes, sur leur territoire respectif.

Elle sera précédée d'une inspection des ouvrages à laquelle seront conviés les représentants des Communes.

Un procès verbal de réception sera signé entre les parties.

Un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) sera remis aux Communes après réception des travaux.

L'entretien des ouvrages de la voie verte sera assuré par les Communes, sur leur territoire respectif, dès la date de réception des travaux.

## 6 - DELAIS, PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans. Elle pourra être dénoncée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 12 mois au moins avant la date souhaitée pour son interruption si les travaux n'ont pas été exécutés.

## ARTICLE 7 - PIECES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION

La pièce constitutive de la convention est le présent document, signé par Mme la Présidente du Conseil départemental, M. le Maire de Forcalquier et M. le Maire de Mane.

## ARTICLE 8 - NOMBRE D'EXEMPLAIRES DE LA CONVENTION

La présente convention est rédigée en trois exemplaires originaux remis respectivement à la Commune de Forcalquier, à la Commune de Mane et au Département des Alpes de Haute-Provence.

## ARTICLE 9 - ELECTION DE DOMICILE

Les parties élisent respectivement domicile :

- Pour le Département : Hôtel du Département - 13, rue du docteur ROMIEU – CS 70216 -04995 DIGNE LES BAINS Cedex 9

- Pour la Commune de Forcalquier : Place de l'Hôtel de ville, 04300 Forcalquier

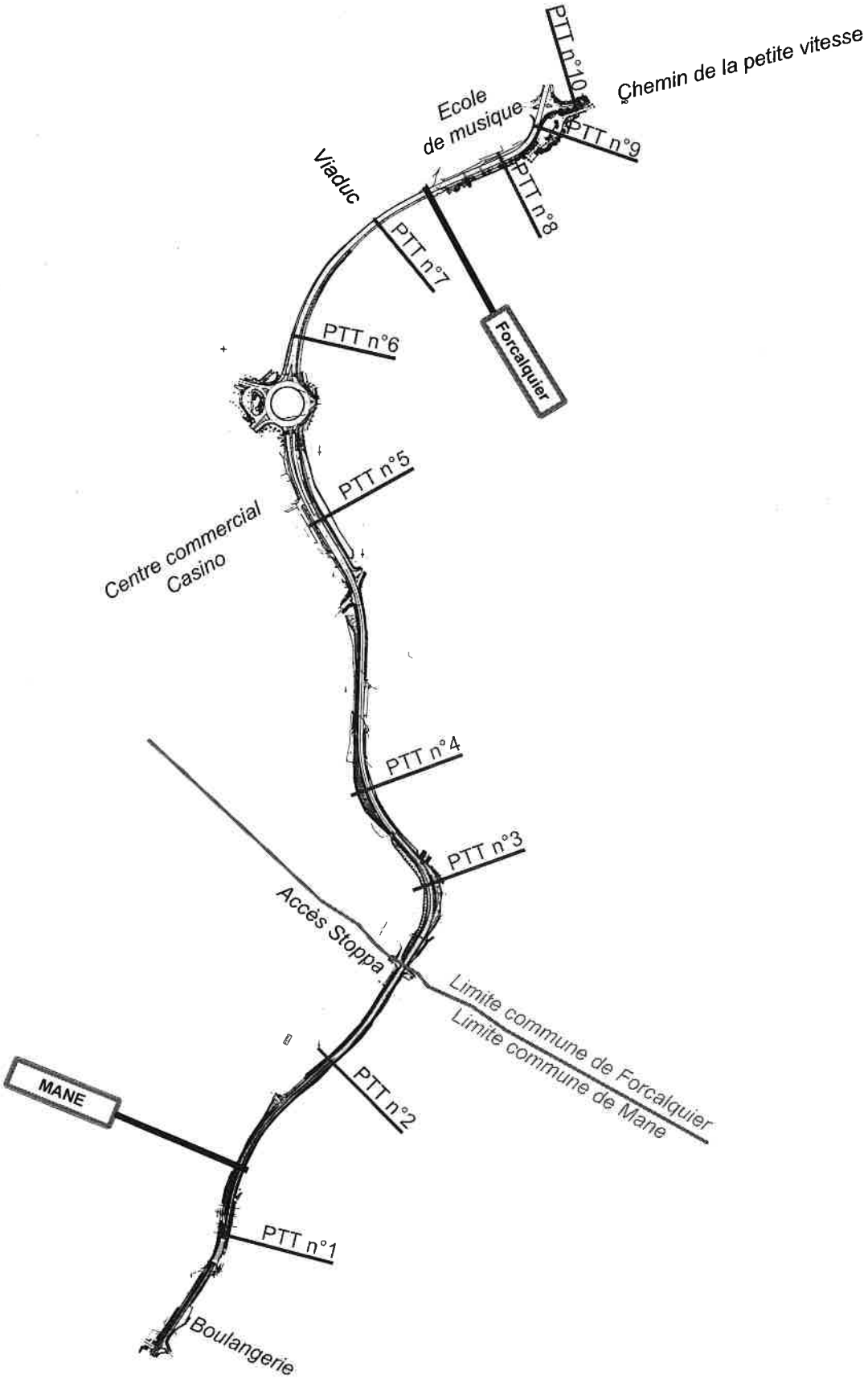
- Pour la Commune de Mane : Place de l'Eglise, 04300 Mane

Fait à Digne-les-Bains, le

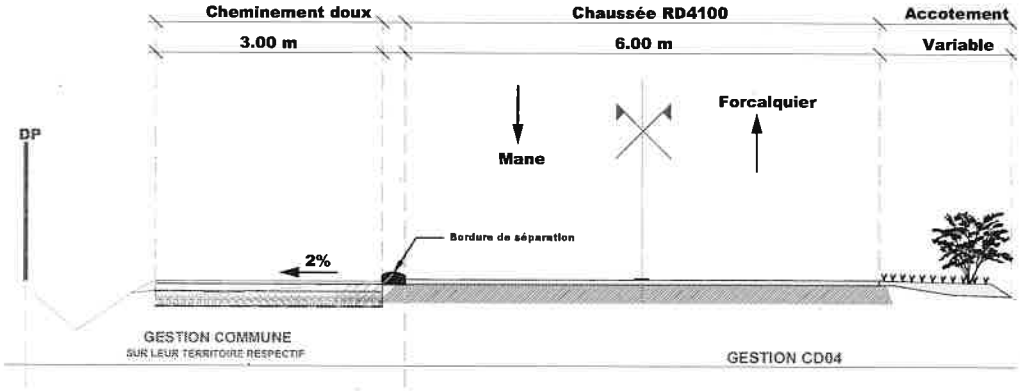
| | | |
|---|---|---|
| La Présidente<br>du Conseil départemental des<br>Alpes de Haute-Provence, | Le Maire de Forcalquier | Le Maire de Mane |
| Eliane BARREILLE | David GEHANT | Jacques DEPIEDS |

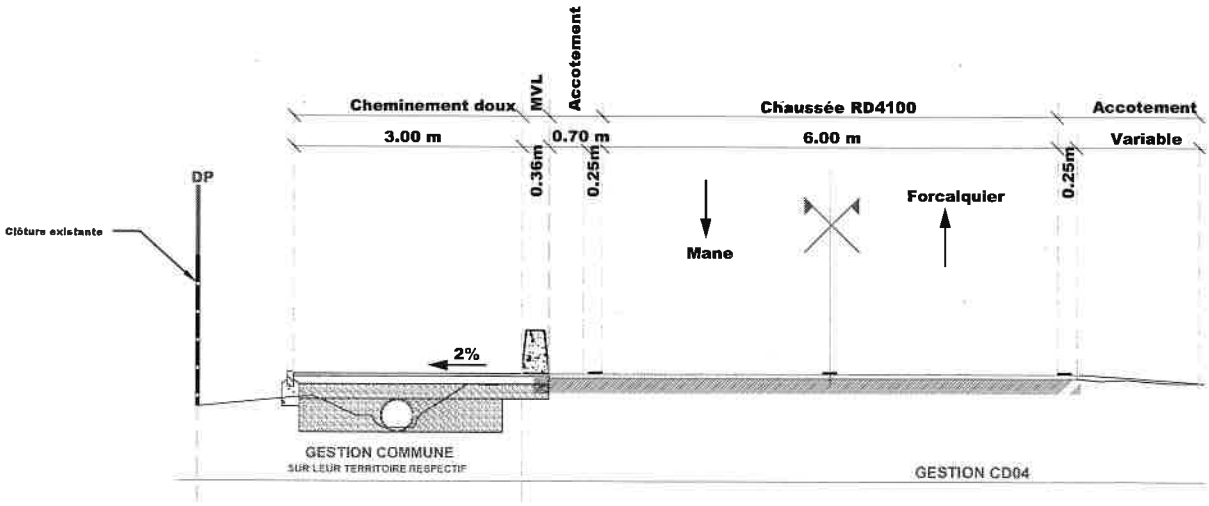
# Plan de repérage

*Voie verte Mane Forcalquier*

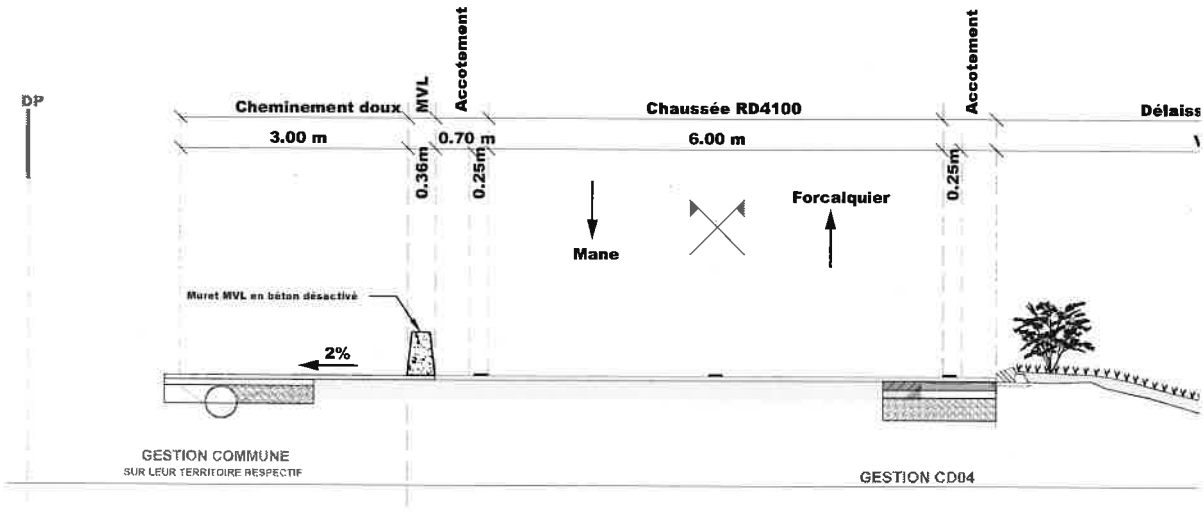


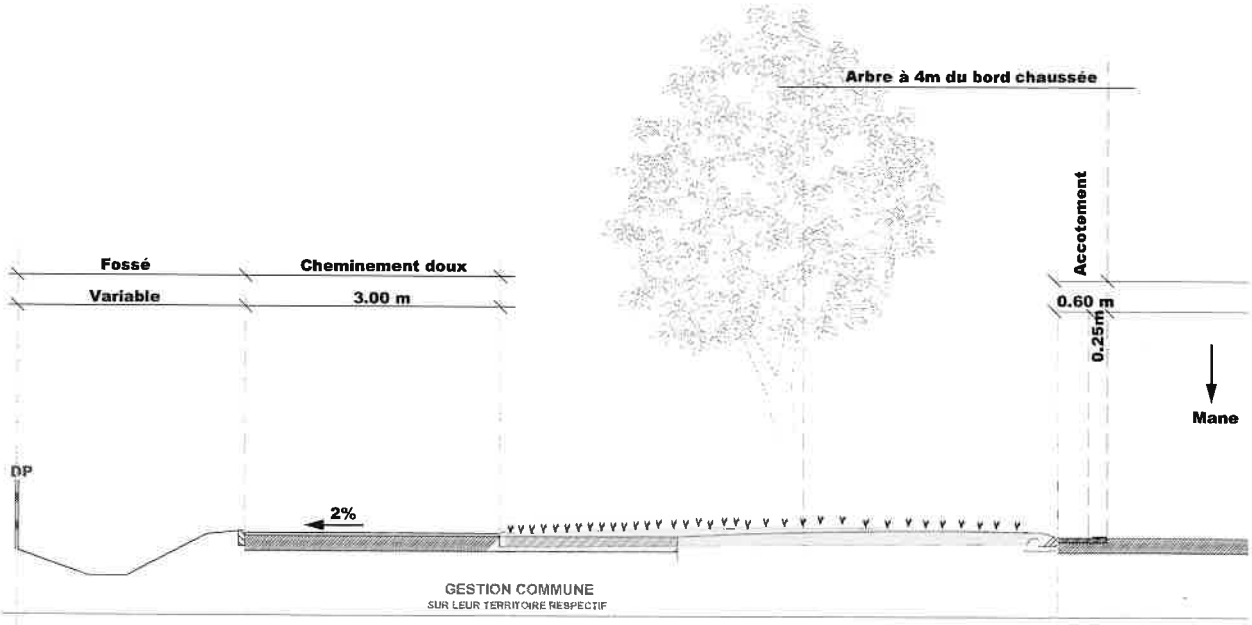
# Principe d'aménagement de la RD4100
## Création d'une voie verte



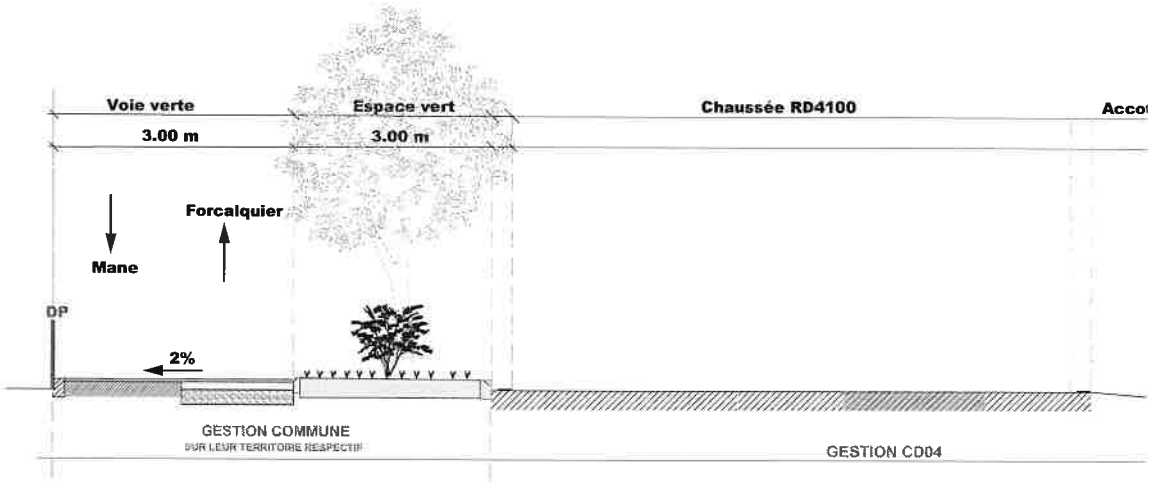



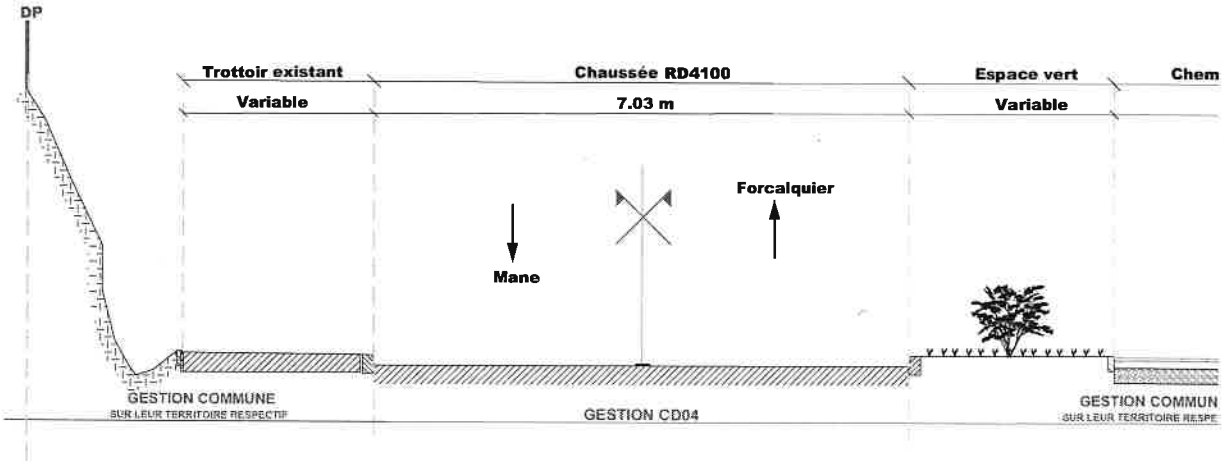
# Principe d'aménagement de la RD4100
## Création d'une voie verte



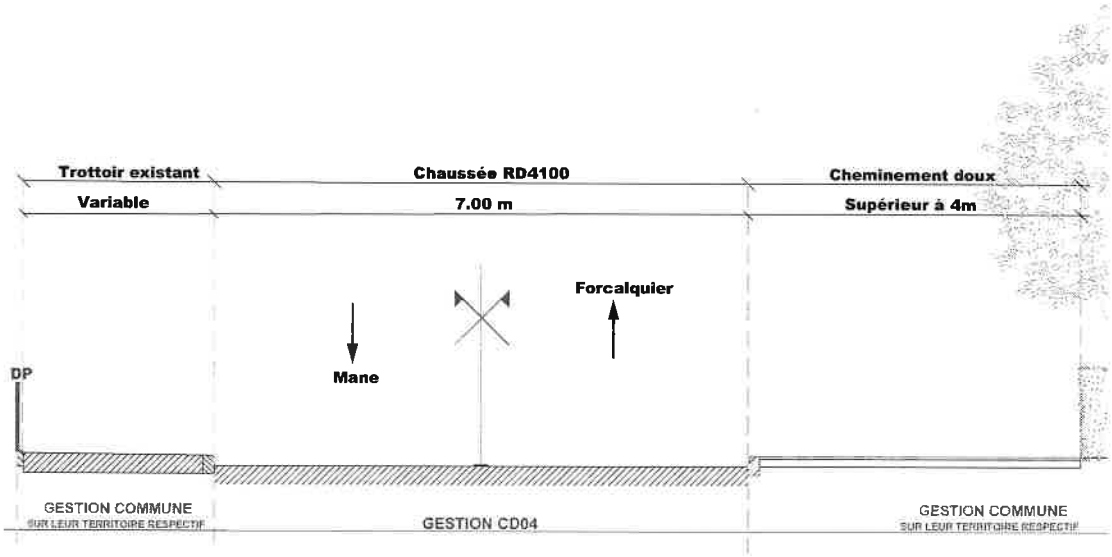



# Principe d'aménagement de la RD4100
## Création d'une voie verte

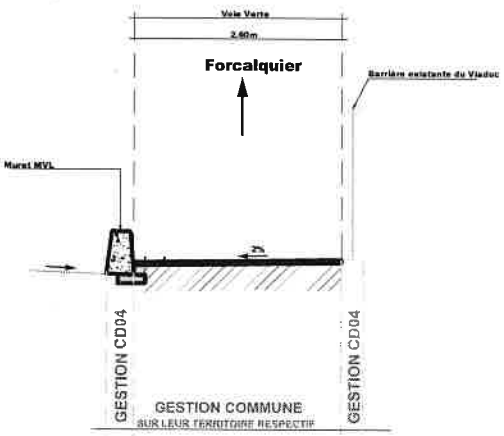


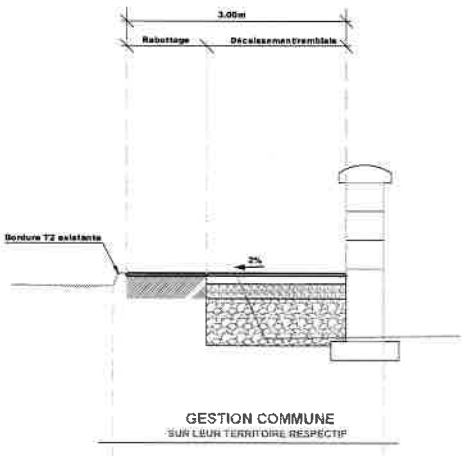
# Principe d'aménagement de la RD4100
## Création d'une voie verte




## Profil en travers type n°7




## Profil en travers type n°9



# Bordereau de signature

5SIR2

| Signataire | Date | Annotation |
|---|---|---|
| Patricia ISOARD, *SAJ JURIDIQUE* | 30/03/2022 | Visa |
| Anne HERCHIN, *Chef du Service des affaires juridiques* | 30/03/2022 | Signature<br>Certificat au nom de Anne HERCHIN ID (DEPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE), émis par Certigna Identity Plus CA, valide du 05 août 2021 à 14:27 au 04 août 2024 à 14:27. |
| Anne HERCHIN, *SAJ JURIDIQUE* | 30/03/2022 | Archivé |

Dossier de type : ACTES // Signatures Actes SAJ

# DEPARTEMENT DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

## COMMISSION PERMANENTE

---

## REUNION DU 25 MARS 2022

**Le vingt cinq mars deux mille vingt-deux à 11h25, la Commission Permanente s'est réunie sur la convocation de sa Présidente, sous la présidence de Mme Eliane BARREILLE dans la Salle de l'Hémicycle.**

**Pierre CATILLON a été désigné secrétaire de séance.**

**PRESENTS :**
**Mme Eliane BARREILLE, M. Claude BONDIL, M. Jacques BRES, Mme Marie-Claude BRUSAT, M. Jean-Claude CASTEL, M. Pierre CATILLON, Mme Stéphanie COLOMBERO, Mme Michèle COTTRET, M. Michel DALMASSO, M. Alain DELSAUX, Mme Lila DESJARDINS, Mme Evelyne FAURE, M. Camille GALTIER, M. Benoit GAUVAN, M. Robert GAY, M. Marcel GOSSA, Mme Elisabeth JACQUES, Mme Marion MAGNAN, M. René MASSETTE, Mme Isabelle MORINEAUD, Mme Michèle MOUTTE, Mme Patricia PAUL, M. Pierre POURCIN, Mme Geneviève PRIMITERRA, Mme Sandra RAPONI, M. Jean-Yves ROUX, Mme Laurie SARDELLA , Mme Magali SURLE-GIRIEUD , M. Jean-Michel TRON, M. René VILLARD.**

**Madame la Présidente de séance fait ensuite procéder à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour.**

ıé par : Anne HERCHIN
e : 30/03/2022
ılité : Chef du Service des
ires juridiques

**Délibération n° 5-SIR-2 (25/03/22)**

**Direction des routes et des interventions territoriales**

**Objet : Création d'une voie verte entre Mane et Forcalquier - RD 4100 : convention de transfert de maitrise d'ouvrage**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 3111.1 à L 3342.2 et sa partie réglementaire ;

**VU** le code de la commande publique et plus particulièrement l'article L 2422-12 relatif au transfert de maitrise d'ouvrage ;

**VU** le projet partagé par la Commune de Mane, la Commune de Forcalquier et le Département pour la création d'une voie verte sur une section de la RD4100 entre les PR 23+420 et PR 25+580 ;

**CONSIDERANT** que la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de l'aménagement sont assumées par le Département ;

**CONSIDERANT** que la Commune de Mane et la Commune de Forcalquier prendront en charge le financement des travaux relatifs aux modifications de réseaux communaux ainsi qu'aux compléments d'aménagement qu'elles souhaiteront apporter au projet notamment en matière d'éclairage ou d'embellissement (plantations) ;

**CONSIDERANT** la prise en charge de l'entretien et de la gestion par les Communes, des aménagements de la voie verte et des ses dépendances qui leurs seront remis suivant leurs compétences et territoires respectifs ;

**ENTENDU** le rapport de Madame la Présidente du Conseil départemental relatif à la convention à passer avec la Commune de Mane et la Commune de Forcalquier pour la création d'une voie verte ;

**VU** l'avis favorable de la cinquième Commission ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE**

- d'approuver la convention à intervenir avec la Commune de Mane et la Commune de Forcalquier : RD4100 PR 23+420 à 25+580 - Création d'une voie verte jointe à la présente,

- d'autoriser la Présidente du Conseil départemental à signer cette convention ainsi que tout acte d'exécution y afférent et à effectuer les démarches qui en découlent.

**À L'UNANIMITÉ**

**Pour : 30**
**Mme Eliane BARREILLE, M Claude BONDIL, M Jacques BRES, Mme Marie-Claude BRUSAT, M Jean-Claude CASTEL, M Pierre CATILLON, Mme Stéphanie COLOMBERO, Mme Michèle COTTRET, M Michel DALMASSO, M Alain DELSAUX, Mme Lila DESJARDINS, Mme Evelyne FAURE, M Camille GALTIER, M Benoit GAUVAN, M Robert GAY, M Marcel GOSSA, Mme Elisabeth JACQUES, Mme Marion MAGNAN, M René MASSETTE, Mme Isabelle MORINEAUD, Mme Michèle MOUTTE, Mme Patricia PAUL, M Pierre POURCIN, Mme Geneviève PRIMITERRA, Mme Sandra RAPONI, M Jean-Yves**

**ROUX, Mme Laurie SARDELLA , Mme Magali SURLE-GIRIEUD , M Jean-Michel TRON, M René VILLARD.**

**Pour la Présidente du Conseil départemental,**
**et par délégation,**

**Anne HERCHIN**

| |
|---|
| **Transmis à la préfecture : 29/03/2022**<br>**Identifiant acte : 004-220400014-20220325-lmc18800A-DE-1-1**<br><br>**Publié et signé à Digne les Bains, le :** |

**PROJET DE DELIBERATION**
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU**
**21 JUIN 2022**

**<u>Thème</u> : URBANISME 1**
**Objet : Cession à Monsieur Christophe CHARBONNEL d'une remise située sous le domaine public communal d'une superficie d'environ 32 m².**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

**CONSIDERANT** la proposition de Monsieur Christophe CHARBONNEL, nouveau propriétaire d'une remise cadastrée G664 (tréfond) relative à l'acquisition d'un local communal, référencé G664a, situé sous le domaine public et qui se trouve dans la continuité de sa propre remise, le tout formant un local servant d'atelier artisanal ;

**CONSIDERANT** qu'il parait nécessaire de régulariser la situation foncière et la situation d'occupation ;

**CONSIDERANT** que la remise de Monsieur CHARBONNEL et la remise communale forment un tout et sont indissociables ;

**CONSIDERANT** l'avis des domaines ;

Ceci étant exposé, il est proposé au conseil municipal :

- D'accepter la cession du local communal référencé G664a pour 25m² environ de surface utile et 32m² de surface cadastrale sis Berluc Perussis pour un montant de 20 000 € correspondant à l'évaluation des services des domaines,

- De préciser qu'un relevé de géomètre et un état descriptif de division parcellaire seront nécessaires afin de pouvoir procéder à la cession,

- De préciser que les frais d'acte et de géomètre seront à la charge de Monsieur CHARBONNEL,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement, un adjoint ou un conseiller municipal à effectuer toute démarche consécutive à cette décision et à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**PROJET DE DELIBERATION**
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU**
**21 JUIN 2022**

**Thème : URBANISME 2**
**Objet : Cession à Madame MEYNARD d'un délaissé de voirie d'une superficie d'environ 160m², situé au hameau des Tourettes**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

**VU** le code de la voirie routière ;

**CONSIDERANT** la proposition de Madame MEYNARD, propriétaire de la maison cadastrée C320, hameau des Tourettes, de régulariser le foncier communal qu'elle occupe depuis une trentaine d'année sans droit ni titre ;

**CONSIDERANT** que ce foncier consiste en un délaissé de voirie communale d'une superficie approximative globale de 183 m² comprenant un jardin privatisé, une terrasse privatisée et une place de stationnement ;

**CONSIDERANT** que ce terrain non cadastré, appartenant à la commune, ne représente aucune utilité et usage publics, à l'exception de la place de stationnement à l'entrée de la venelle ;

**CONSIDERANT** que ce terrain de 160 m² environ à l'exception de la place de stationnement peut être cédé sans enquête publique préalable dans la mesure où il n'est pas utilisé pour la circulation et peut donc être considéré comme un délaissé de voirie ;

**CONSIDERANT** que Madame MEYNARD accepte le montant de la cession estimé par les domaines au prix de 50€/m² ;

**CONSIDERANT** qu'un relevé de géomètre devra être effectué afin de déterminer en outre la superficie exacte et déterminer ainsi le montant définitif de la vente ;

**CONSIDERANT** qu'il parait nécessaire de régulariser la situation d'occupation ;

**CONSIDERANT** que l'emprise de 160m² environ, correspondant à la terrasse et au jardin privatisés peut être considérée comme un délaissé de voirie ;

**CONSIDERANT** l'avis des domaines du 24 février 2022 ;

Ceci étant exposé, il est proposé au conseil municipal :

- D'accepter la cession d'un terrain situé Hameau des Tourettes pour environ 160 m² correspondant à l'emprise de la terrasse et au jardin aménagé à Madame MEYNARD pour un montant de 50 € /m² correspondant à l'évaluation des services des domaines ;

- De préciser que l’emprise du terrain servant de place de stationnement et située à l’entrée de la venelle ne fait pas partie de la vente, cette emprise devra être libre de toute occupation ou aménagement afin de permettre l’accès au riverain ;

- De préciser que les frais d’acte et de géomètre seront à la charge de Madame MEYNARD ;

- D’autoriser Monsieur le Maire ou en cas d’empêchement, un adjoint ou un conseiller municipal à effectuer toute démarche consécutive à cette décision et à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l’exécution de la présente délibération.

**PROJET DE DELIBERATION**
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU**
**21 JUIN 2022**

**<u>Thème</u> : URBANISME 3**
**Objet : Cession à Monsieur et Madame BALDACCINI d'un terrain privé communal cadastré ZE48 en partie, pour environ 5000m², situé chemin de la Billebaude**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

**CONSIDERANT** l'offre d'achat de Monsieur et Madame BALDACCINI concernant un terrain communal cadastré ZE48(en partie) de 5000m² environ situé en bordure de leur exploitation agricole pour leur permettre de développer l'activité de la champignonnière de Haute Provence ;

**CONSIDERANT** qu'ils proposent à la commune un montant d'acquisition de 0.628€/m² soit 3 140 € pour 5000 m², terrain classé en zone naturelle au PLU,

**CONSIDERANT** que la commune n'a pas d'usage du terrain cadastré ZE48, pour sa partie nord ;

**CONSIDERANT** que la commune souhaite que l'activité de la champignonnière puisse se développer ;

**CONSIDERANT** l'avis des domaines du 23 février 2022 ;

Ceci étant exposé, il est proposé au conseil municipal :

- D'accepter la cession du terrain privé communal cadastré ZE48 en partie nord, pour environ 5000m² pour un montant de 0.628 €/m²,

- De préciser que les frais d'acte et de géomètre pour la division parcellaire et le bornage seront à la charge de Monsieur et Madame BALDACCINI,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement, un adjoint ou un conseiller municipal à effectuer toute démarche consécutive à cette décision et à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**PROJET DE DELIBERATION**
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU**
**21 JUIN 2022**

**<u>Thème</u> : RESSOURCES HUMAINES 1**
**Objet : Création de deux emplois d'auxiliaire de puériculture**

**VU** l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, indiquant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de créer deux emplois d'auxiliaire de puériculture à temps complet afin d'assurer le bon fonctionnement de la crèche municipale « La Ninéia »,

Il est donc demandé au conseil municipal de créer deux emplois d'auxiliaire de puériculture de catégorie B (filière médico-sociale). Ces deux emplois sont ouverts aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux.

Les deux emplois pourront être occupés par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.
Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2ème alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment et sa rémunération sera calculée par rapport à la grille indiciaire du cadre d'emploi cité précédemment.

Ceci étant exposé, il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver la création des deux postes d'auxiliaires de puériculture,

- De préciser que ces deux emplois peuvent être occupés par un agent contractuel,

- Dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement, un adjoint ou un conseiller municipal à effectuer toute démarche consécutive à cette décision et à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**PROJET DE DELIBERATION**
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU**
**21 JUIN 2022**

**<u>Thème</u> : RESSOURCES HUMAINES 2**
**Objet : Règlement intérieur de la crèche municipale**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération n°34/2021 du 1er avril 2021 approuvant le règlement intérieur de la crèche municipale de Forcalquier,

**CONSIDERANT** que le règlement de fonctionnement du multi accueil la Ninèia est un document officiel qui doit être transmis à la CAF et au conseil départemental,

**CONSIDERANT** que le règlement de fonctionnement doit présenter les aspects organisationnels de façon exhaustive,

**CONSIDERANT** que Monsieur le Maire est chargé de faire appliquer le règlement de fonctionnement,

**CONSIDERANT** l'avis du comité technique du 14 juin 2022,

**CONSIDERANT** qu'un certain nombre de changements sont à opérer dans le règlement intérieur de la crèche :

- Changement de nom de la directrice
- Modification des heures d'arrivée et de départ des enfants
- Précision sur l'administration des médicaments
- Précision sur la continuité de direction en cas d'absence de la directrice
- Modification des missions du psychologue

Ceci étant exposé, il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver le règlement de fonctionnement ci-annexé,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement, un adjoint ou un conseiller municipal à effectuer toute démarche consécutive à cette décision et à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Mairie de Forcalquier

Multi Accueil La Ninèia
Avenue du 8 mai 1945
04300 Forcalquier
04.92.75.28.76
creche.lanineia@ville-forcalquier.fr

# RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT

## Sommaire

**Préambule ……P3**
**Article 1 : Attribution des places……P3**
1.1 La commission
1.2 L'inscription définitive
**Article 2 : L'établissement……P3**
2.1 L'organisme gestionnaire
2.2 La structure
2.3 Modalités d'ouverture et de fermeture
2.4 Horaires d'arrivée et de départ
**Article 3 : Le personnel……P5**
3.1 La direction
3.2 Le personnel d'encadrement
3.4 Le psychologue
3.5 Le médecin
**Article 4 : Les conditions médicales……P6**
4.1 Les vaccins
4.2 La visite d'admission
4.3 En cas de problème médical
4.4 Traitement médicamenteux
**Article 5 : L'arrivée à la crèche……P6**
5.1 La période d'intégration
5.2 Le trousseau
**Article 6 : Les repas……P7**
6.1 Préparation des repas
6.2 Le déroulement
6.3 L'allaitement maternel à la crèche
6.4 Aliments interdits
**Article 7 : Les soins……P8**
7.1 Les couches

7.2 Les produits
**Article 8 : Compte rendu de la journée……...……P8**
**Article 9 : Contractualisation…….……..P8**
9.1 Accueil régulier
9.2 Accueil occasionnel
9.3 Accueil d'urgence
**Article 10 : Tarification et facturation…….……P9**
10.1 Barème CAF
10.2 Ressources prises en compte
10.3 aux d'effort appliqué
10.4 Révision du tarif
10.5 Majoration
10.6 Résidence alternée
10.7 Consultation des ressources
10.8 Spécificité pour le lait infantile
**Article 11 : Calcul du tarif……..…P11**
11.1 Pour les accueils réguliers
11.2 Pour les accueils occasionnels
11.3 Modalités de paiement
**Article 12 : Application du présent règlement…….P12**

## Préambule

Le multi-accueil de Forcalquier est une structure municipale : il est placé sous l'autorité du Maire qui en approuve le règlement et en surveille le fonctionnement avec l'aide d'une commission administrative.

Il assure, pendant la journée, un accueil collectif régulier ou occasionnel d'enfants de 10 semaines à 6 ans et concoure, entre autres, à l'intégration sociale des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique.

Il accueille indifféremment tous les enfants, selon un ordre de priorité et en fonction des places disponibles.

## Article 1 : Attribution des places

**1.1 Une commission**, composée d'élus de la mairie de Forcalquier, de représentants du service de protection maternel et infantile de Forcalquier, de la responsable du relais assistant maternels de la CCPFML et de la directrice de la crèche, se réunit 2 fois par an. En juin pour les rentrées de septembre à décembre et en décembre pour les rentrées de janvier à juillet.

Les dossiers sont étudiés et priorisés selon les critères établis par :
***La caisse d'allocations familiales :*** Familles bénéficiant des minimas sociaux, les enfants en situation de handicap. Dans ce dernier cas, le dossier est étudié avec le CAMSP et le médecin de la crèche afin de vérifier la compatibilité de l'accueil de l'enfant avec les soins dont il a besoin.
***La municipalité de Forcalquier :*** Sont considérés comme prioritaires les familles résidant sur la commune de Forcalquier. S'il reste des places disponibles, les enfants résidant hors de Forcalquier peuvent être accueillis selon les priorités suivantes :

1/ Domiciliation sur un village de la communauté de communes « Pays de Forcalquier–Montagne de Lure »
2/ Travail sur Forcalquier de l'un des 2 parents
3/ Domiciliation dans un autre village

Aucune condition d'activité professionnelle ou assimilée des deux parents ou du parent unique n'est exigée, ni une condition de fréquentation minimale.

Un dossier de préinscription doit être complété et remis à la directrice.

**1.2 Inscription définitive**
L'inscription définitive se fait sur rendez-vous avec la directrice de l'établissement. Des documents sont demandés à cette occasion : livret de famille ; justificatif de domicile ; carnet de santé de l'enfant ; numéro de CAF ou de sécurité sociale ; avis d'imposition pour les personnes ne relevant ni du régime général ni de la MSA. Pour les allocataires CAF, les ressources du foyer sont consultées sur le site CDAP, pour la MSA sur le site partenaires MSA, après accord de la famille.

## Article 2 : L'établissement

Cet établissement, nommé La Ninèia fonctionne conformément :

- Aux dispositions des parties I,II et III du code de la santé section 3 article R2324-16 et suivants, et de ses modifications éventuelles
- Aux instructions de la CNAF
- Aux dispositions du règlement de fonctionnement

**2.1 L'organisme gestionnaire**

Mairie de Forcalquier
Place du Bourguet
04300 Forcalquier
Tel : 04-92-70-91-00
Fax : 04-92-75-06-20

**2.2 La structure**

Multi-accueil « La Ninèia »
Rue du 8 mai 45
04300 Forcalquier
Tel : 04-92-75-28-76
creche.lanineia@ville-forcalquier.fr

La structure est agréée pour 36 enfants. Les places sont modulables entre des accueils réguliers, occasionnels ou d'urgence.

**2.3 Modalités d'ouverture et de fermeture**

Elle est ouverte du lundi au vendredi de 7h30 à 18h15.
Elle ferme les jours fériés, le vendredi de l'ascension, pendant les vacances de Noël, 1 semaine pendant les vacances de printemps, 3 jours pour travail pédagogique de l'équipe et 2 semaines en août. Elle peut, exceptionnellement, être fermée sur décision du maire pour d'autres raisons que les congés (formation du personnel ; sécurité …)

**2.4 : Horaires d'arrivée et de départ**

**Arrivée des enfants :**
Pour les enfants inscrits sur la matinée ou sur la journée, les heures d'arrivée sont de 7h30 à 9h afin de ne pas déranger les autres enfants durant la déambulation ludique. A titre exceptionnel votre enfant peut arriver en dehors de ce créneau, dans ce cas vous devez nous prévenir au plus tard à 9h si votre enfant doit arriver en fin de matinée afin que nous prévoyions son repas.
De la même façon vous devrez nous avertir de son absence avant 9h, afin que nous puissions faire bénéficier une autre famille de la place libre.

**Départ des enfants :**
Les heures de départ sont libres, en dehors des temps de repas (11h-12h et 15h30-16h) et pendant le temps de repos (12h30-14h30). De ce fait aucune entrée ou sortie ne sera possible durant ces créneaux afin de ne pas déranger les autres pendant leur sommeil et l'organisation du service.

L'enfant ne sera rendu qu'aux personnes ayant l'autorité parentale ou toute personne dûment mandatée et présentant une pièce d'identité.
En cas d'absence des parents à la fermeture de la structure, la responsable présente restera jusqu'à 18h45. Passé ce délai, elle contactera la gendarmerie qui entreprendra de trouver un membre de la famille susceptible d'accueillir l'enfant.

*En cas de retard, pensez à nous téléphoner : nous vous attendrons*.

## Article 3 : Le personnel

### 3.1 la direction

La direction de la crèche est assurée à temps plein (35h) par une Infirmière Puéricultrice diplômée d'état, Tracy TALFER. Elle procède aux inscriptions des enfants, veille au bon fonctionnement de la structure et gère le personnel. Elle est secondée en cela par une directrice adjointe auxiliaire de puériculture. Cette dernière assure également la continuité de direction en cas d'absence de la directrice. Ce sont les deux seules interlocutrices pour les questions administratives et elles peuvent recevoir les familles sur rendez-vous.

En cas d'absence de ces dernières, une personne nommée dans le protocole se substitue et assure la continuité de la direction sous délégation (cf protocole continuité de direction)

### 3.2 : le personnel d'encadrement

L'encadrement des enfants est assuré par du personnel diplômé et / ou ayant une expérience professionnelle auprès des jeunes enfants.

Ce personnel participe à l'éveil de chaque enfant qui lui est confié et organise son travail en adéquation avec le projet éducatif de la structure.
Il assure en outre certaines tâches ménagères.
Il doit être à jour des vaccinations obligatoires (DTP, BCG et HEPATITE B).

### 3.4 : le psychologue

Un psychologue vient en soutien de l'équipe lors de réunions de supervision 6 fois dans l'année. Son rôle est de permettre à l'équipe d'analyser ses pratiques et de réagir correctement face à des situations problématiques. Il pourra également, si nécessaire, venir dans les sections afin d'observer le bon développement des enfants et donner des conseils à l'équipe dans la gestion de situations difficiles. Enfin, il pourra, à la demande de la directrice, intervenir lors de rencontres avec les parents autour d'un thème. Il n'a pas pour mission de rencontrer les parents à titre individuel. Cependant il pourra, en accord avec la directrice et à la demande des parents leur conseiller un spécialiste ou un organisme (ESSAIP, CAMPS…)

### 3.5 : le médecin

Un médecin exerce une permanence 2 heures par mois : il effectue la visite d'admission et le suivi des enfants. Il n'a pas pour mission de remplacer le médecin traitant mais peut vous donner son avis si votre enfant est fatigué ou montre des signes cliniques (boutons, rougeurs…).

**En cas de vacance de ce poste**, un certificat médical d'aptitude à vivre en collectivité sera demandé au médecin traitant de la famille. Pour les enfants de moins de 4 mois, une visite auprès du médecin de PMI sera obligatoire avant l'entrée à la crèche.

Pour les enfants en situation de handicap, un PAI (projet d'accueil individualisé) fixant les modalités d'accueil et de soins devra être signé entre la directrice, le médecin ou l'équipe soignante et la famille.

Pour les enfants ayant des antécédents de convulsions, crises d'épilepsie, asthme, allergies… un PAI sera également établit.

**Protocoles**
Des protocoles médicaux sont mis à jour 1 fois par an. Le personnel est tenu de les appliquer et de les faire respecter.

## Article 4 : les conditions médicales.

### 4.1 les vaccins

Un enfant ne peut être admis que s'il a eu les vaccins obligatoires (voir calendrier des vaccinations en annexe) sauf si contre-indication **temporaire** écrite du médecin qui suit l'enfant. Cette contre-indication ne peut être donnée que pour un délai de 4 mois maximum. A l'issue de ce délai, la famille devra présenter un justificatif de vaccination ou un nouveau certificat de contre-indication temporaire de 4 mois maximum :

### 4.2 : la visite d'admission

L'enfant sera examiné avant son entrée ou au plus tard durant le premier mois par le médecin de la crèche. L'admission sera alors effective.

### 4.3 : En cas de problème médical

En règle générale, les enfants ayant une température supérieure à 38°5 ne sont pas admis dans la structure. Lorsqu'un enfant est malade, la directrice averti les parents, puis si besoin le médecin de la crèche ou le médecin traitant et elle applique les mesures préconisées.
Une ordonnance est établie par le médecin de la crèche ou le médecin traitant, afin que le personnel puisse administrer un antipyrétique en cas de température supérieure à 38°5. A cet effet les parents doivent donner le poids de l'enfant une fois par mois à l'animatrice référente.
Une ordonnance de contre-indication devra être fournie par le médecin traitant en cas d'allergie au doliprane.

En cas d'urgence, la directrice peut décider du transport par les pompiers ou le SAMU en vue d'une prise en charge dans un établissement adapté à son état. Les parents en seront avertis dans les plus brefs délais. Dans le dossier d'inscription, une autorisation de transport et/ou d'hospitalisation est à signer pour cette éventualité.

### 4.4 : Traitement médicamenteux

Si l'enfant a des médicaments à prendre en cours de journée (ceux du matin seront donnés à la maison), la directrice ou une responsable, sous délégation, peut les délivrer à la vue de l'ordonnance médicale (y compris pour les traitements homéopathiques). Il est vivement recommandé de prévenir le médecin traitant que l'enfant est accueilli en collectivité afin qu'il adapte son traitement. En effet, lorsque cela est possible, il est préférable que les médicaments soient prescrits en 2 fois (matin et soir) et donnés par les parents. Un flacon neuf devra être fourni et restera tout au long du traitement à la crèche.

## Article 5 : L'arrivée à la crèche

### 5.1 : Période d'adaptation

Une période d'adaptation est obligatoire. Elle est de durée variable, mais il faut compter environ 15 jours.
Elle permet une préparation à la séparation pour enfants et adultes, elle adoucit celle-ci et facilite l'intégration dans la collectivité. Un document précisant l'organisation de cette période, les moments de présences de l'enfant et du parent et le nom de la référente est remis lors de l'inscription.
Il sera demandé aux parents de remplir une fiche de vie (habitudes de l'enfant concernant ses repas, son sommeil, ses périodes d'éveil, son doudou…) afin de faire le lien entre la maison et la crèche.
Les deux semaines d'adaptation feront l'objet d'un contrat à part et seront facturées au nombre d'heures réelles de présence, au tarif horaire défini dans le contrat. Les semaines suivantes seront facturées normalement selon le contrat de mensualisation.

**5.2 : Son trousseau**

A son entrée en crèche, et tous les ans en septembre, les parents fourniront un trousseau.

Ils devront entre autres fournir :

- Les changes complets
- Les aliments diététiques spécifiques, le lait infantile et biberons pour les bébés. Les mamans qui souhaitent continuer l'allaitement maternel pourront nous ramener leur lait qui sera immédiatement congelé ou gardé au réfrigérateur s'il doit être utilisé dans les heures qui suivent. Les conditions de transport doivent respecter les normes en vigueur.
- Des vêtements de rechange (A renouveler régulièrement, les petits grandissent vite !)
- Des chaussons, des bottes en cas de pluie, un chapeau de soleil l'été.

Les vêtements, chaussures et autres effets personnels, doivent être marqués au nom de l'enfant.

Par sécurité, les bijoux sont interdits.

La structure décline toute responsabilité pour la perte ou l'accident provoqué par le non-respect des 2 derniers alinéas.

Il est également demandé aux parents de veiller à ce que leur enfant n'amène pas d'objets personnels qui soient dangereux pour des enfants de moins de 36 mois, à la crèche.

## Article 6 : Les repas

**6.1 Préparation des repas**

Les repas sont élaborés sur place et uniquement à base d'aliments issus de l'agriculture biologique et / ou locale. La cuisinière est tenue au respect des normes HACCP
Les repas des bébés sont servis en fonction du rythme propre à chacun et selon les prescriptions du médecin et de la famille. Chaque aliment doit être intégré à la maison avant d'être proposé à la crèche.
Pour les plus grands :
Le repas de midi est composé : d'une entrée (soupe ou crudités) ; d'un plat (protéines animales ou végétales et légumes) et d'un dessert (fruit ou compote).
Le goûter : un laitage ; un fruit ou une compote et un biscuit ou pain.

**6.2 : le déroulement**

La crèche assure le déjeuner entre 11h et 12h30 et le goûter entre 15h30 et 16h30 selon les activités et le temps.
Les enfants présentant des allergies alimentaires doivent être impérativement signalés à la directrice et à la cuisinière afin d'adapter les repas.

**6.3 : l'allaitement maternel à la crèche**

Si une famille souhaite continuer l'allaitement maternel lors de l'entrée de l'enfant à la crèche, 2 possibilités s'offrent à elle :

*6.3.1 Allaitement sur place :* la maman peut venir allaiter son enfant sur place. En concertation avec la directrice et le référent de l'enfant, il conviendra de vérifier le bien -être de l'enfant à ce moment là (disponibilité rapide de la maman, séparations et retrouvailles multiples …)

*6.3.2 Mise à disposition du lait maternel* **:** l'enfant doit avoir préalablement pris l'habitude de boire le lait maternel au biberon. Le lait doit être transporté et conservé selon des conditions d'hygiène précises qui seront données par la cuisinière. La quantité doit être suffisante pour la journée, il est même recommandé de laisser une dose supplémentaire en cas d'accident (lait renversé, biberon non bu dans l'heure après 1ère présentation …)

**6.4 Aliments interdits**

Il est absolument interdit de rentrer à la crèche avec des aliments (brioches, bonbons, biberon de lait…) L'absorption de ces denrées par un enfant allergique peut être très dangereuse !

## Article 7 : Les soins

**7.1 Les couches**

Les couches sont fournies par la structure. Une seule marque et un seul modèle sont proposés et peuvent être changés lors du renouvellement de l'appel d'offre annuel. Si une famille désire qu'une autre marque ou un autre modèle (couche culotte par ex) soit utilisé, elle devra les fournir en quantité suffisante pour le mois.

**7.2 Les produits**

Nous utilisons pour les soins d'hygiène du liniment et du savon de Marseille. Pour tout autre produit il nous faudra une ordonnance du médecin et les familles devront nous fournir les produits.

## Article 8 : Compte rendu de la journée

Un « tableau de bord » journalier est tenu à disposition des parents : il concerne le déroulement « technique » : siestes, repas et observations (linge sale à récupérer…)
Les échanges concernant les activités ou le comportement des enfants se feront de façon orale, lors du départ ou le lendemain, avec la référente de l'enfant.
S'ils en ressentent le besoin, les parents pourront demander un rendez-vous à la directrice ou à l'éducateur (trice) pour échanger sur leur enfant.

## Article 9 : contractualisation

Les familles ont le choix entre trois types d'accueil :

**9.1 : Accueil régulier**

Il concerne les enfants de 10 semaines à 6 ans qui sont inscrits pour 2h minimum par semaine. Il suffira alors de remplir un contrat entre parents et crèche pour définir la fréquence de présence de l'enfant.

Les créneaux horaires réservés doivent être déterminés lors de l'inscription. Si des modifications sont souhaitées en cours de contrat, elles pourront se faire d'un commun accord entre la directrice et la famille, au regard des places disponibles et des changements de situations, familiale ou financière. Celles-ci doivent être déclarées à la CAF (pour les allocataires CAF) afin d'être prises en compte dans le calcul du nouveau tarif. Les contrats ne pourront être changés qu'au vu de ces changements de situation et prendront effet au début du mois suivant.

**9.2 : Accueil occasionnel**
Il concerne l'accueil des enfants déjà connus de l'établissement (il y est déjà inscrit et l'a déjà fréquenté) pour une durée limitée et ne se renouvelant pas à un rythme régulier.
Il s'adresse à ceux âgés de 10 semaines à moins de 6 ans. Les places sont données en fonction des disponibilités de la crèche. Les familles peuvent appeler pour obtenir une place le matin même jusqu'à 9h sans avoir réservé au préalable pour une durée minimale de 2 heures consécutives.

Une période d'adaptation est obligatoire et pourra varier selon les besoins des familles en terme d'accueil (matin seul ou avec repas, sieste….) et les besoins des enfants. Cette période sera facturée au tarif horaire de la famille et en fonction du nombre d'heures réellement effectuées en présence ou non des parents.

Le tarif est établi de la même manière et selon les mêmes conditions que pour une garde régulière.
Tout quart d'heure entamé est du.
Toute réservation sera facturée si elle n'est pas décommandée au plus tard la veille.
La facture sera faite en fin de mois et à régler avant le 10 du mois suivant.
Un contrat nommé « occasionnel » est établit sans programmation préalable déterminée.

**9.3 : Accueil d'urgence**

Des enfants âgés de 10 semaines à 6 ans n'ayant jamais fréquenté la structure peuvent être accueillis en urgence, pour une durée limitée dans le temps et ne se renouvelant pas à un rythme régulier, en fonction des places disponibles. Si les ressources des parents ne sont pas connues, et jusqu'à ce qu'elles le soient, un tarif fixe sera appliqué, correspondant au tarif moyen de l'année N-1 jusqu'à ce que les ressources des parents soient connues.
Calcul du tarif fixe : Participations des familles de l'année N-1 / nombre d'actes facturés de la même année.
Les accueils d'urgence seront facturés à l'heure. Toute heure commencée est due.

Des enfants peuvent être accueillis dans des familles au titre de l'aide sociale à l'enfance du conseil départemental, soit à la demande de leurs parents, soit par une décision de justice.
A ce titre il est appliqué le montant « plancher » de ressources pour 1 enfant.

## Article 10 : Tarification et facturation

**10.1 : Barème CAF**

L'application du barème défini par la caisse nationale des allocations familiales est obligatoire et concerne tous les modes d'accueil (régulier et occasionnel) exception faite de l'accueil d'urgence. En contrepartie la CAF (pour les personnes relevant du régime général) et la MSA (pour ses ressortissants) versent une prestation de services qui vient compléter la participation familiale.
Le tarif horaire : un taux d'effort modulé en fonction du nombre d'enfants à charge de la famille au sens des prestations familiales, est appliqué aux ressources de la famille (ressources prises sur le site partenaires.caf.fr pour les allocataires CAF, sur le site dédié de la MSA pour ses ressortissants et d'après l'avis d'imposition de l'année N-2 pour les autres).
Si la famille ne souhaite pas communiquer son numéro d'allocataire ou ses ressources, le prix plafond sera appliqué.

**10.2 : Ressources prises en compte**

Les ressources sont prises en compte dans la limite d'un plancher et d'un plafond fixé par la Caisse Nationale des allocations familiales et affichés dans la structure (bureau de la direction).
La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap (bénéficiaire de l'AEEH) à charge de la famille, même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement, permet d'appliquer le taux de participation familiale inférieur.
Cette mesure s'applique autant de fois qu'il y a d'enfants à charge et en situation de handicap dans le foyer.

**10.3 : Taux d'effort appliqué**

Tableau des taux de participation familiale par heure facturée

| **Nombre d'enfants** | du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020 | du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021 | du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 |
|---|---|---|---|
| **1 enfant** | 0,0610% | 0,0615% | 0,0619% |
| **2 enfants** | 0,0508% | 0,0512% | 0,0516% |
| **3 enfants** | 0,0406% | 0,0410% | 0,0413% |
| **4 enfants** | 0,0305% | 0,0307% | 0,0310% |
| **5 enfants** | 0,0305% | 0,0307% | 0,0310% |
| **6 enfants** | 0,0305% | 0,0307% | 0,0310% |
| **7 enfants** | 0,0305% | 0,0307% | 0,0310% |
| **8 enfants** | 0,0203% | 0,0205% | 0,0206% |
| **9 enfants** | 0,0203% | 0,0205% | 0,0206% |
| **10 enfants** | 0,0203% | 0,0205% | 0,0206% |

**10.4 Révision du tarif**

Le tarif horaire est calculé à l'entrée dans la structure et ré évalué au regard des ressources des parents en septembre et en janvier. Il peut être modifié à la demande des parents en dehors de ces 2 moments, en cas de changement de situation familiale prise en compte par la CAF ou la MSA.

**10.5 Majoration**

Les parents résidant hors de la commune de Forcalquier verront les tarifs majorés de 15%.

**10.6 Résidence alternée**

En cas de séparation des parents et de résidence alternée si les allocations familiales sont partagées, la charge de l'enfant en résidence alternée est prise en compte pour chacun des parents

**10.7 Consultation des ressources**

La CAF et la MSA participent au financement de ce lieu d'accueil.
La caisse d'allocations familiales met à notre disposition un service internet à caractère professionnel (partenaires.caf.fr) qui nous permet de consulter les éléments de votre dossier nécessaires à notre mission. Il en est de même pour la MSA,
Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, nous vous rappelons que vous pouvez vous opposer à la consultation et à la conservation de ces données. Dans ce cas il vous appartient de nous fournir les informations nécessaires au traitement de votre dossier. Si les familles ne souhaitent pas nous communiquer ces informations, nous appliquerons le prix plafond.

**10.8 Spécificité pour le lait infantile**

Les goûters, les repas et les couches sont compris dans le prix. A titre dérogatoire, la CAF des Alpes de haute Provence nous autorise à demander aux parents d'apporter le lait infantile sans contrepartie de réduction tarifaire.

## Article 11 : Calcul du tarif

**11.1 Pour les accueils réguliers**

*11.1.1 Une mensualisation* sera calculée selon des barèmes de la CAF et au regard du nombre d'heures réservées. Elle est calculée pour une durée de 1 à 7 mois prenant en compte les jours de fermeture de la crèche, les congés et RTT des parents. Les jours de maladie et d'éviction de l'enfant seront déduits à posteriori, sur présentation d'un certificat médical, avec une carence de 3 jours calendaires, (carence non appliquée en cas d'hospitalisation sur présentation d'un certificat d'hospitalisation ou d'éviction de la part du médecin de la crèche). En cas de fermeture exceptionnelle de la crèche, la déduction sera effectuée sur la facture suivante.

*11.1.2 Les congés :*

- Congés datés : les familles ont la possibilité de choisir des congés datés hors fermetures prévues de la structure. Dans ce cas les dates doivent être données lors de l'élaboration du contrat

- Congés non datés : Les familles déterminent un nombre de jours d'absences sans en donner préalablement les dates. Ces dernières doivent être notifiées par mail à la directrice au moins 15 jours avant le 1er jour de congés. Ces journées seront déduites lors de l'élaboration du contrat. Si elles ne sont pas posées durant la période du contrat, elles seront facturées sous le terme de « régularisation de fin de contrat » sur la dernière facture.

*11.1.3 La règle de l'arrondi* constitue le principe général et obligatoire pour la comptabilisation des heures de présence et des heures facturées. Elle s'applique sur la demi-heure commencée, avec une latitude de 10 minutes. Ainsi toute demi-heure commencée est due au-delà de 10 minutes de retard ou d'avance.

EX : le contrat prévoit une arrivée à 8h et un départ à 17h ; Si l'enfant est confié à 7h45 il en découlera une facturation d'une demi-heure supplémentaire.

*11.1.4 La participation financière* des familles est mensualisée et est à payer en début du mois suivant, au plus tard le 10.

*11.1.5 La formule de calcul est la suivante* **:**

$$\frac{\text{Nombre d'heures réservées sur la période du contrat X tarif horaire}}{\text{Nombre de mois retenus pour la mensualisation}}$$

Les parents ont la possibilité de calculer eux même leur tarif horaire en allant sur le site : monenfant.fr

*11.1.6 Révision ou rupture du contrat*
Le contrat peut être révisé sur demande de la famille ou de la direction.

Le contrat ne peut être rompu qu'avec l'accord des 2 parties ou en cas de force majeure. La demande devra se faire par écrit 1 mois minimum avant la date de changement ou départ prévue. Dans le cas contraire, les parents seront tenus au paiement du mois de préavis.

**11.2 Pour les accueils occasionnels**

Une facture sera établie à terme échue au regard du nombre d'heures réservées, ajustée en cas de dépassement. Toute réservation sera facturée si elle n'est pas décommandée au plus tard la veille. Toute demi-heure entamée est due.

**11.3 Modalités de paiement**

Les familles pourront régler leurs factures par chèque, titre CESU, prélèvement automatique, paiement CB via la plateforme de la commune ou espèces à la directrice ou l'adjointe habilitée. Un reçu leur sera fourni pour chaque versement en espèces. Un récapitulatif annuel leur sera fourni pour servir de justificatif auprès du service des impôts.

## Article 12 : Application du présent règlement

Un exemplaire du présent règlement est systématiquement remis aux familles lors de l'inscription définitive de leur enfant.
Les parents s'engagent à respecter ce règlement.
La directrice et le personnel sont chargés de son application et de son respect.
Le maintien à la crèche d'un enfant est subordonné à l'application du présent règlement.
Le présent règlement n'a pas un caractère définitif. Il pourra être modifié suivant les besoins de l'établissement.

Ce règlement de fonctionnement court à compter du 22 juin 2022.

**Fait à Forcalquier le 22 juin 2022**

Le Maire
D. Gehant

**PROJET DE DELIBERATION**
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU**
**21 JUIN 2022**

**Thème : RESSOURCES HUMAINES 3**
**Objet : Création de deux contrats d'apprentissages**

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** la loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

**VU** le décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,

**VU** le décret n°93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,

**VU** l'avis donné par le Comité Technique en sa séance du 14 juin 2022,

**CONSIDÉRANT** que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

**CONSIDÉRANT** que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

**CONSIDÉRANT** qu'à l'appui de l'avis favorable du Comité technique, il revient au conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Ceci étant exposé, il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver le recours au contrat d'apprentissage,

- De décider de conclure dès la rentrée scolaire 2022/2023, deux contrats d'apprentissage conformément au tableau suivant :

| Service | Nombre de postes | Diplôme préparé | Durée de la Formation |
|---|---|---|---|
| Crèche municipale | 2 | CAP Petite Enfance | 2 ans |

- D'inscrire les crédits nécessaires au budget,

- De solliciter les financements pouvant être mobilisés sur ces contrats,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis,

- D’autoriser Monsieur le Maire ou en cas d’empêchement, un adjoint ou un conseiller municipal à effectuer toute démarche consécutive à cette décision et à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l’exécution de la présente délibération.